



C'est une fresque saisissante que Walter Scheidel déroule sous nos yeux : sur des milliers d'années et au sein des sociétés les plus diverses, il examine les épisodes de l'Histoire humaine où la courbe croissante des inégalités économiques s'est inversée. Et nous découvrons, contre toute attente, qu'elles sont une caractéristique intrinsèque des civilisations avancées et que leur réduction est moins probable en période de paix et d'abondance qu'en période de déstabilisation et de chaos, où elles reculent souvent au prix de violences mortifères. Avant de renaître, inéluctablement.

Dans cette plongée historique jusqu'au Néolithique, Walter Scheidel identifie quatre processus ou facteurs de liquidation des inégalités extrêmes et de progression de l'égalité – la guerre, la révolution, l'effondrement de l'État et la pandémie –, en se gardant de tout déterminisme.

L'auteur navigue à travers les âges, fait revivre les souffrances des temps jadis et reconstitue les inégalités à partir d'une connaissance encyclopédique des travaux existants et d'une compilation systématique des vestiges, des traces – tessons de céramique, plans de ville, surfaces habitables, âge au moment du décès, tailles des squelettes, obscures inscriptions ou antiques poèmes... Il restitue les liens de dépendance entre les hommes, ainsi que les lieux de pouvoir et d'accumulation. Il nous entraîne du Japon d'Hirohito à l'Athènes de Périclès, des Mayas des plaines à l'actuelle Somalie, de la Chine impériale à la grande Babylone, de la République romaine à l'Empire hittite, de la civilisation mycénienne à l'Égypte mamelouke, de l'URSS et de la Chine communistes aux États-Unis et aux principaux pays de l'Europe moderne et contemporaine. Partout, il ausculte la nature des drames et leur capacité à mobiliser, détruire et changer les hommes.

L'analyse de Scheidel éclaire ainsi d'un jour nouveau la persistance des inégalités et nous rappelle l'urgence de répondre politiquement à une globalisation dont les fragilités accumulées pourraient entraîner un collapsus à l'échelle mondiale.

## WALTER SCHEIDEL

Historien de grand renom, Walter Scheidel enseigne à l'université Stanford, où il est titulaire de la chaire Dickason, professeur d'études classiques et d'histoire, et membre du département Kennedy-Grossman de biologie humaine. Il a écrit ou dirigé une vingtaine d'ouvrages, en particulier en histoire économique et sociale de la période prémoderne, en démographie et en histoire comparée. Sommité dans son domaine – l'histoire des civilisations antiques européennes –, Scheidel a inventé une nouvelle approche des mondes antiques, en utilisant des arguments socioéconomiques généralement appliqués à notre temps pour éclairer notre passé lointain.

# une his- toire des inéga- lités

QUESTIONS DE SOCIÉTÉ

# UNE HISTOIRE DES INÉGALITÉS

“Questions de société”

Titre original :  
*The Great Leveler. Violence and the History of Inequality  
from the Stone Age to the Twenty-First Century*  
© Princeton University Press, 2017

© ACTES SUD, 2021  
pour la traduction française  
ISBN 978-2-330-14539-2



Albrecht Dürer, *Les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse*, planche tirée de *L'Apocalypse*, 1497-1498, gravure sur bois, 38,7 × 27,9 cm.



WALTER SCHEIDEL

# UNE HISTOIRE DES INÉGALITÉS

DE L'ÂGE DE PIERRE AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

Préface de Louis Chauvel

Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Cédric Weis

*ACTES SUD*



*À ma mère.*



*Ainsi le partage détruirait l'excès,  
Et chacun aurait assez...*

SHAKESPEARE, *Le Roi Lear*,  
Gloucester.

*Que les riches disparaissent, et la  
pauvreté est abolie.*

*De Divitiis.*

*Que de fois les dieux ont trouvé  
pour moi des remèdes pires que les  
maux qui m'accablaient !*

SÉNÈQUE, *Médée*.



## PRÉFACE

### PROCESSUS DE CIVILISATION, INÉGALITÉS EXTRÊMES ET VIOLENCE DE MASSE

---

Pour nous, Européens, héritiers du confort des classes moyennes de la fin du xx<sup>e</sup> siècle, conservant encore quelques éléments du bien-être du monde d’hier, nous portons, chevillée à l’esprit, cette certitude héritée de Norbert Elias<sup>1</sup> : maîtrise de la violence et processus de civilisation sont identiques dans sa théorie. Si Elias pensait en premier lieu aux violences privées que réduit le polissage des mœurs, la violence structurelle, politique, collective, que les riches exercent sur les pauvres est appelée à se réduire au long d’une dynamique portée par le développement des États providence modernes. Réduire l’inégalité économique comme source de violence systémique première dans l’organisation sociale permet de briser le cercle vicieux qui mettait à mal le développement social et humain aux siècles passés. Sur cette voie, l’Europe se conçoit comme un continent d’avant-garde de longévité, de qualité de vie partagée et d’égalité.

De même que les individus civilisés doivent réprimer leur envie de porter la main sur leurs semblables, les sociétés se prétendant civilisées ont pour principe la maîtrise de leur violence inégalitaire en redistribuant les ressources existantes, en réduisant les poches de pauvreté, sinon en vidant celles des riches. Les sociétés avancées du xix<sup>e</sup> siècle avaient accumulé une violence systémique extrême en suscitant une opulence sans bornes et une misère sans fond, dont la polarisation illimitée s’est résorbée dans “le drame de la guerre de trente ans” (1914-1945). Que vaut l’idée selon laquelle l’inégalité extrême engendre la mort violente de masse ? Est-il sûr

---

1. Norbert Elias [1939], *La Dynamique de l’Occident*, Calmann-Lévy, 1975.

que l'égalité signifie paix et félicité partagée ? L'histoire occidentale de l'après-guerre semble avoir tranché. Dans cette idée selon laquelle l'égalité permet de maîtriser la violence, Aristote nous vient en aide lorsqu'il affirme que les plus pauvres sont prompts à la violence acquisitive et que les enfants des riches "ne veulent ni ne savent obéir"<sup>1</sup>, refusent de se socialiser correctement, car trop gâtés, arrogants et indisciplinés, et se laissent aller aux vices nés de leurs appétits infinis, alors que la cité idéale est celle des classes moyennes de citoyens épris de paix et d'égalité.

Nombre de spécialistes des États providence comparés confirmeront aussi cette impression de douceur de nos sociétés égalitaires, résultat de siècles de progrès : les pays situés au sommet du podium mondial du développement humain sont aussi des États sociaux forts, marqués par des courants puissants de redistribution sociale, par une pauvreté modérée, par une plus haute longévité, en particulier des plus indigents, bénéficiant d'un confort social plus élevé et mieux partagé qu'ailleurs. On le sait : dans ces nations avancées, les inégalités résiduelles choquent plus qu'ailleurs, nous dit Tocqueville, d'où cette spirale vertueuse du bien-être social où chaque avancée engendre plus de progrès encore pour les plus modestes. D'où cette idée qui relie le Mahatma Gandhi et le christianisme social : le degré de civilisation d'une société devrait se juger au sort qu'elle réserve à ses populations les plus vulnérables. L'État providence scandinave des années 1980, le maximin rawlsien selon lequel il faut remonter au maximum le revenu des plus pauvres jusqu'au point optimal où toute amélioration ultérieure devient impossible, le revenu universel de base d'Erik O. Wright<sup>2</sup> (ce généreux revenu minimum universel généralisé à la planète entière), ainsi que toute une palette de mesures sociales destinées à réduire les inégalités massives ou résiduelles de la société, formeraient autant de maillons de cette chaîne éternelle, ce sens de l'histoire civilisationnelle, cette bonne nouvelle de l'égalité sociale dont l'avènement pourrait être proche. Tout cela évoque le kitsch kunderien : "Le kitsch exclut de son champ de vision tout ce que l'existence humaine a d'essentiellement

---

1. Aristote, *La Politique*, trad. Pierre Louis, Hermann, 1996, p. 132.

2. Erik Olin Wright, *Utopies réelles*, La Découverte, 2017.

inacceptable<sup>1</sup>.” Il se présente, par essence – comme le dit Kundera, quoique avec d’autres mots –, comme la négation absolue de la réalité. C’est l’idée de cette “Grande Marche [...] ce superbe cheminement en avant [...] vers la fraternité, l’égalité, la justice, le bonheur, et plus loin encore, malgré tous les obstacles, car il faut qu’il y ait des obstacles pour que la marche puisse être la Grande Marche<sup>2</sup>”.

### Les Quatre Cavaliers de l’Apocalypse inégalitaire

C’est ici que Walter Scheidel apporte une voix parfaitement discordante susceptible de nous sortir de toute somnolence naïve, teintée de mièvrerie et de moraline, pour nous rappeler aux risques d’effondrement, de violence bestiale et de crimes de masse qui ont accompagné l’histoire de l’inégalité. Si Scheidel n’a pas grand-chose du mystique chrétien, il nous rappelle comment les sociétés ont été régulièrement visitées par les Quatre Cavaliers de l’Apocalypse des gravures de Dürer que sont la révolution, la guerre totale, le collapsus de l’État ou la pandémie meurtrière. En mettant en lumière les risques d’effondrement civilisationnel que l’inégalité peut susciter, ce livre formule une théorie de la soutenabilité des sociétés inégalitaires en nous sortant des conceptions erronées acquises au siècle dernier. En me permettant de filer la métaphore de la Révélation – cela n’a rien d’excessif puisque le livre égrène à chaque page des morts par millions –, Scheidel nous apporte trois dysangiles, si l’on garde un registre biblique, trois mauvaises nouvelles qui font tout l’intérêt de ce travail. L’auteur ne se contente pas d’être sérieux, il se propose aussi de discuter avec nous d’idées inconfortables. Et comme le mot est faible, disons-les même désagréables, à l’instar des “objets désagréables” de Giacometti : des idées que l’on hésite à manier.

---

1. Milan Kundera [1984], *L’Insoutenable Légèreté de l’être*, Gallimard, coll. “Du monde entier”, 1987, p. 312.

2. *Ibid.*, p. 323.

Dans cet ouvrage, nous pouvons compter au moins trois grandes idées désagréables sur l'inégalité. La première est que, loin de s'opposer, civilisation et inégalité vont ensemble et forment deux facettes d'un même phénomène : les civilisations les plus développées sont marquées par des inégalités extrêmes. La deuxième, c'est que le processus normal, routinier, le sens de l'Histoire, en quelque sorte, d'une civilisation en développement est d'accroître l'inégalité économique accumulée, en direction d'un niveau de saturation où elle se maintient à un seuil extrême. La troisième, et c'est l'objet même du livre de Walter Scheidel, concerne les processus envisageables de réduction des inégalités : advient ici la métaphore des Quatre Cavaliers de l'Apocalypse que sont la révolution, la guerre, le collapsus de l'État ou la pandémie. Scheidel démontre que, historiquement, depuis le Néolithique, l'inégalité extrême ne peut se réduire sans un déchaînement de violence de masse, sociale ou naturelle, engendrant une mortalité démesurée. En période heureuse de paix, d'abondance, de stabilité politique et de longévité croissante, il est peu probable d'observer une réduction spontanée des inégalités ; en revanche, les épisodes de déstabilisation d'une "civilisation inégalitaire" – un syntagme peut-être pléonastique – sont pour la plupart apocalyptiques. La "Grande Faucheuse" (le titre américain est *The Great Leveler*), pour réduire les hiérarchies dans une égalisation générale, se doit d'apporter la violence et la mort de masse. C'est ce que systématise ce travail d'historien. Ainsi, notre égalité relative construite dans l'Europe de l'après-guerre, loin d'être le fait d'une grande transformation généreuse imaginée par les pères fondateurs de l'Europe, se présente comme la suite logique de cet enfer de destruction totale décrit par Ian Kershaw<sup>1</sup> et caractérisé par Abram de Swaan<sup>2</sup> comme un processus de dyscivilisation où la barbarie se nourrit de la complexité technique, organisationnelle voire culturelle de la civilisation.

---

1. Ian Kershaw, *L'Europe en enfer, 1914-1949*, Le Seuil, 2016.

2. Abram de Swaan, "La dyscivilisation, l'extermination de masse et l'État", in *Norbert Elias et la théorie de la civilisation. Lectures et critiques*, Yves Bonny, Érik Neveu et Jean-Manuel de Queiroz (dir.), Presses universitaires de Rennes, 2003.

## Une Histoire universelle de l'inégalité et de l'effondrement

Walter Scheidel est né en 1966, à Vienne, cet ancien épiscopat de l'«Apocalypse joyeuse» de l'Europe<sup>1</sup>. Professeur d'histoire ancienne, exilé d'Europe à Stanford, il est une sommité mondiale dans le domaine de l'histoire des civilisations de l'Antiquité européenne et la référence centrale de l'analyse de la démographie des populations de l'Empire romain. Fin analyste des traces laissées par les générations passées, des systèmes agricoles, de l'extension urbaine, de l'esclavage et de la manumission, des transformations de la vie économique, plus encore des restes épigraphiques qui permettent de retracer la vie et la mort de familles romaines de toutes classes sociales, spécialiste de la morphologie sociale des cimetières, des crises économiques et de l'extension des fosses communes, de la taille des squelettes, des traces éternelles que laissent l'abondance et la disette sur les ossements humains, Scheidel a rédigé plusieurs centaines d'articles, se faisant tour à tour historien, démographe, économiste, voire sociologue comparatif de Rome, de son empire, de ses dépendances. Un sociologue pour qui restituer la vie et la mort des vrais gens est un impératif, même à deux millénaires de distance.

Faute de recensements, d'enquêtes ou de sondages d'opinion, c'est avec des vestiges épars, les tessons de céramique, le cadastre, la surface des *villae*, l'âge au moment du décès, les stigmates des souffrances conservés jusqu'outre-tombe dans les nécropoles antiques que Scheidel reconstitue les inégalités sociales des temps jadis dans la diversité des groupes humains et des époques. Par la compilation systématique de ces traces, et une connaissance encyclopédique des travaux existants, Scheidel met en perspective les inégalités radicales qui séparaient le Mons Palatinus des bas-fonds de Subura, l'aristocratie romaine de la plèbe famélique, pour rapprocher les faits sociaux antiques de nos réalités globales contemporaines – Cinquième Avenue et le Bronx, là-bas comme ici, les hôtels particuliers du 7<sup>e</sup> arrondissement parisien et les taudis dionysiens. Dans

---

1. Jean Clair (dir.), *Vienne, 1880-1938. L'Apocalypse joyeuse*, Centre Beaubourg, 1986.

mille ans, d'autres Scheidel viendront interroger nos ossements pour comprendre notre effondrement. Le plus intéressant est en effet que l'auteur manie parfaitement l'appareillage des sciences économiques et sociales d'aujourd'hui, reconstitue les liens commerciaux des centres de décision et des périphéries coloniales, les marchés, les lieux de pouvoir et d'accumulation, les arsenaux et les casernes, les déchaînements réguliers de la montée aux extrêmes des pouvoirs économiques, politiques, militaires, culturels, etc., qui font la trame de l'histoire de nos inégalités vécues, et de celles qui se sont effondrées sous leur propre poids. Sur ce fondement latin, complété par une curiosité systématisée pour la Chine ancienne<sup>1</sup>, l'ouvrage ici traduit est une extension patiemment construite d'une Histoire universelle des inégalités et de ses conséquences.

Scheidel vient combler un vide considérable dans la littérature des sciences sociales de la soutenabilité des civilisations. Je pense aux travaux de Jared Diamond<sup>2</sup> sur le suicide collectif de civilisations épuisant les ressources naturelles sur lesquelles elles sont fondées, mais aussi à ceux de Gabriel Martinez-Gros<sup>3</sup> consacrés à l'Histoire générale, inspirée d'Ibn Khaldûn, de l'effondrement des empires : après les temps héroïques des conquêtes, le processus civilisationnel implique le désarmement progressif des anciennes élites, lesquelles devenant de riches proies, faciles, sont mises dans l'incapacité de se défendre face à de nouveaux conquérants, le plus souvent d'anciens mercenaires à qui était sous-traitée la défense du territoire. Son livre évoque aussi celui d'Eric H. Cline sur l'effondrement des civilisations de l'âge du bronze en Méditerranée orientale<sup>4</sup>, tout comme celui de Bryan Ward-Perkins<sup>5</sup>, ou encore celui

---

1. Walter Scheidel (dir.), *State Power in Ancient China and Rome*, New York, Oxford University Press, 2015.

2. Jared Diamond, *De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Gallimard, coll. "NRF Essais", 2000 ; *id.*, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, coll. "NRF Essais", 2006.

3. Gabriel Martinez-Gros, 2014, *Brève histoire des empires. Comment ils surgissent, comment ils s'effondrent*, Seuil, 2014.

4. Eric H. Cline, *1177 avant J.-C. Le jour où la civilisation s'est effondrée*, trad. P. Pignarre, La Découverte, 2015.

5. Bryan Ward-Perkins, *La Chute de Rome. Fin d'une civilisation*, trad. F. Joly, Alma Éditeur, 2014.

de Joseph Tainter<sup>1</sup>. Par ailleurs, pour qui aimerait lire un *Capital* à la Piketty généralisé aux grandes civilisations du monde, le livre de Scheidel se présente comme un chaînon manquant, une œuvre de grande ampleur, extrêmement documentée et richement référencée de la littérature sur les inégalités et la déstabilisation sociales.

Si nos questions contemporaines vont avant tout en direction des conséquences de la violence systémique qui résulte de l'accumulation autoentretenu des inégalités, où l'argent va à l'argent, où seuls les grands héritiers s'enrichiront aux dépens des autres, Walter Scheidel nous prend à rebrousse-poil en s'intéressant, avant toute chose, aux épisodes spécifiques de l'histoire humaine où la courbe des inégalités croissante s'est inversée. L'auteur avance dès le départ sa conclusion : la rectification des inégalités, lorsqu'elle a lieu – et la chose est rare –, prend le plus généralement la forme brutale d'un déchaînement de violence en forme de Jugement dernier.

### Les civilisations extrêmes face au Jugement dernier

Ce Jugement dernier – je file ici encore la métaphore de Scheidel – suppose donc la venue de l'un des Quatre Cavaliers cataclysmiques déjà mentionnés : révolution sanglante, guerre totale, effondrement de l'État ou pandémie mortifère. Le tableau rappelle Dürer, mais aussi *Le Triomphe de la mort* de Brueghel, voire les descriptions par Sebald de la géhenne de Dresde sous les bombardements au phosphore du printemps 1945<sup>2</sup>. Ici Scheidel demeure prudent : son domaine n'est pas l'esthétique de la destruction, mais relève avant tout de la description des processus de rupture historique et de leurs liens avec les transformations de l'inégalité sociale. Cette prudence honore l'auteur, qui s'éloigne de toute idée déterministe d'une théorie de l'histoire rigide et abusivement théorisée selon laquelle l'inégalité produirait mécaniquement la guerre, la révolution, la faillite de l'État, la pandémie. Plus encore,

---

1. Joseph Tainter [1988], *L'Effondrement des sociétés complexes*, trad. J.-F. Goullon, La Fenderie, Le retour aux sources, 2013.

2. W. G. Sebald, *De la destruction comme élément de l'histoire naturelle*, Actes Sud, coll. "Babel", 2014.

nous le verrons, Scheidel est réticent à l'idée d'"inégalités insoutenables" qui n'est pas réservée à l'eschatologie marxiste ambiante puisqu'on en retrouve l'hypothèse chez Branko Milanovic<sup>1</sup>. Dans le chapitre 14, Scheidel affirme que des sociétés radicalement inégalitaires peuvent aussi bien se maintenir pendant des siècles : l'inégalité ne souffle pas toujours dans les trompettes de l'Apocalypse pour appeler la Bête à rompre un septième sceau.

En refusant le déterminisme, l'auteur met en évidence sa prudence d'historien : Scheidel insiste sur l'absence de liaison causale mécanique dans le processus de réduction des inégalités : ces Quatre Cavaliers *peuvent* réduire les inégalités, ils ne le *doivent* pas, et lorsqu'ils le font, ils n'y parviennent pas nécessairement. Il n'y a pas de thèse simpliste, ici. La relation chez Scheidel est potentielle, et des circonstances différentes peuvent signifier des conséquences variables à partir de causes pourtant identiques. L'historien se garde bien d'un déterminisme absolu. La guerre est ainsi une opportunité historique de dilapider en quelques semaines les plus grandes fortunes accumulées par des générations entières en période de paix. La nostalgie de Stefan Zweig au souvenir de son monde d'hier<sup>2</sup>, celui d'avant 1914, lorsque les plus hautes bourgeoisies de l'époque vivaient dans un confort et une sécurité sans égal, bénéficiant sans souci apparent de la fortune durement accumulée par leurs ancêtres, n'a de sens que dans le contexte d'effondrement de l'entre-deux-guerres où d'immenses fortunes comme celles des Krupp et des Wittgenstein ont fondu dans l'orgie d'acier de la Première Guerre mondiale. Mais il faut un déferlement de guerre totale pour réduire l'inégalité : la guerre franco-prussienne de 1870, plus anecdotique, n'a fait que confirmer l'ordre social précédent.

La révolution – ou plus généralement le renversement d'un ordre ancien et son remplacement par un nouveau régime à travers une guerre civile plus ou moins dispendieuse – est aussi l'occasion de détruire, de subvertir le droit de propriété, de se

---

1. Branko Milanovic, *Les Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances*, La Découverte, 2019.

2. Stefan Zweig [1944], *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, trad. Serge Niémetz, Belfond, 1982.

réapproprié les biens en déshérence, de volatiliser les dettes, ou de redistribuer les ressources accaparées par les dominants d'hier. Mais elle peut servir aussi à édifier les structures sur lesquelles se fonderont les élites dominantes du monde suivant qui, par la violence, peuvent reconstituer à leur profit les inégalités d'hier. Si l'histoire des cités grecques en fournit des exemples, la période ouverte depuis la Révolution française en offre d'autres.

L'effondrement des structures étatiques et l'affaissement anarchique de l'ordre ancien, sans remplacement immédiat par un concurrent révélé au grand jour – que cet effondrement soit la conséquence d'une guerre civile sans conclusion, d'un surendettement incontrôlable ou d'une incapacité à assurer un monopole de la violence légitime –, engendrent l'égalisation de tous dans la paupérisation générale. Les ressources, en ce cas, ne sont pas mieux distribuées : leur disparition interdit de structurer une classe de possédants.

Les épidémies de masse, comme la Grande Peste, en supprimant une partie de la population, impliquent une raréfaction du facteur travail – les esclaves, les serfs, les ouvriers – dont résulte l'amélioration des salaires. Surtout, la disparition de familles entières de grands propriétaires sans successeurs permet une remise à plat de la propriété, dès lors que la routine des transmissions patrimoniales intergénérationnelles est interrompue par la mort de masse. Les survivants labourent alors des terres sans maître : la glèbe appartient à ceux qui la travaillent, ce que les morts ne contesteront pas. *Res nullius* ne le reste pas longtemps. Mais Scheidel, tout en nuances, montre que les résurgences de la peste bubonique dans l'Italie des années 1630 ne sont pas suivies d'effets égalisateurs, les familles possédantes ayant mis en place, face au risque connu de perte de contrôle de leurs propriétés, les stratégies patrimoniales idoines confirmées devant notaire. Dès lors, les plus pauvres souffriront bien plus que les riches des suites de la peste, tout comme au temps de la Covid-19.

Si Scheidel confirme que ces Quatre Cavaliers de l'Apocalypse sont les seuls à pouvoir réduire les inégalités, il rappelle qu'ils peuvent faillir dans leur mission égalisatrice. Soit ils frappent vraiment un grand coup, soit ils ne font que confirmer les hiérarchies. La guerre, en particulier victorieuse, peut renforcer la

matrice ancienne des dominations ; le collapsus de l'État peut finir en une féodalité arrogante pire que le pouvoir centralisateur de naguère ; la révolution se termine souvent par la tyrannie d'une élite nouvelle ; lorsqu'un cadre légal précis clarifie le droit de propriété, la pandémie peut accélérer la concentration des ressources et laisser aux indigents l'essentiel du fardeau sanitaire, tuant les uns, privant les autres, vouant les pauvres à un sort encore pire. Si les cavaliers de l'égalité peuvent échouer dans cette quête, Scheidel tend à démontrer qu'il n'y a guère d'espoir au-delà. Il ne s'agit donc pas de déterminisme, mais d'un rôle possible, sinon probable, dans le processus de remise à zéro des inégalités.

### Discussions autour de trois idées inconfortables

Scheidel laisse au lecteur le soin d'aller au bout des idées. J'en discutai avec lui en juin 2017, à l'angle de la Cinquième Avenue et de la 35<sup>e</sup> Rue, en face de l'Empire State Building et de la City University of New York. Nous avions là un congrès sur les inégalités extrêmes organisé par Janet Gornick. Paul Krugman y rappelait alors que la dernière récession commençait à remonter à dix ans, une période de croissance ininterrompue qui devenait bien longue au regard de l'Histoire récente de la finance : la récession *devait* venir. Plus elle tarderait, pire elle serait. Branko Milanovic présentait ses données sur les inégalités de revenus dans le monde, et les causes profondes des frustrations des classes moyennes occidentales devant leur stagnation économique. Pour ma part, j'insistais sur l'accumulation générationnelle d'inégalités patrimoniales extrêmes aux États-Unis, où la Grande Récession avait au bout du compte ruiné les patrimoines moyens et confirmé la part colossale des accumulations maximales.

Au café, je m'employai à provoquer Walter sur un ensemble d'idées inconfortables que soulève son livre. La première idée, la seule que tranche vraiment le livre, relève de l'argument central selon lequel, pour réduire les inégalités, il n'y a presque rien d'autre à espérer que la venue des Quatre Cavaliers, et encore, ils peuvent échouer lamentablement. Nous l'avons vu. Tout le

reste, la lutte des classes, le mouvement social, le solidarisme, la morale, tout cela ne fonctionne qu'à condition de traverser l'apocalypse, le *big one*, avec une mortalité extrême. Notre pandémie de la Covid-19 montre bien que l'inégalité survit très bien aux demi-mesures. Tout cela est écrit dans son livre et relève maintenant de la science. Mais *quid* des deux autres idées inconfortables suggérées par Scheidel, qu'il se refuse à trancher complètement ?

La deuxième idée inconfortable est celle selon laquelle, intrinsèquement, la civilisation est un processus inégalitaire. Cette idée n'est pas facile à tenir en public. C'est l'intuition laissée par certains archéologues spécialistes du Néolithique moyen-oriental et qu'on peut pousser jusqu'à la caricature en posant que "plus une société est civilisée, plus elle est inégalitaire". C'est même le contrepied intégral des théories d'Elias. D'une façon moins provocatrice, la taille de sa population, l'intégration d'espaces socio-économiques de grande dimension, la densité, pour parler comme les spécialistes de la morphologie sociale, la montée en complexification des organisations, toutes ces tendances portent à l'accumulation d'inégalités extrêmes. Les États-Unis le montrent bien : nous discutons là, au centre du processus de croissance capitaliste, au milieu de Manhattan et de l'empire américain, au point névralgique de cette ville qui incarne depuis les années 1920 l'esprit du capitalisme financier et l'explosion permanente des inégalités patrimoniales globales. L'extrême civilisation et l'extrême inégalité vont ensemble et promeuvent par leur excès l'avènement de leur contraire : ce processus est par nature instable et signifie son propre effondrement. J'en vois la logique, mais Scheidel se garde d'aller jusque-là.

D'autres historiens des inégalités économiques, comme Guido Alfani<sup>1</sup>, développent l'idée qu'en temps de paix, et dans un contexte de fonctionnement routinier d'une civilisation en régime de croissance, l'accroissement sans limites des inégalités est un phénomène normal, attendu : les cités italiennes depuis le Moyen Âge jusqu'à l'avènement de l'industrie dans le nord du pays ont

---

1. Guido Alfani et Matteo Di Tullio, *The Lion's Share: Inequality and the Rise of the Fiscal State in Preindustrial Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019.

connu un tel processus cumulatif des inégalités patrimoniales. On en retrouve l'idée chez Charles Redman<sup>1</sup> : progression de la civilisation et montée des inégalités extrêmes sont deux facettes d'un même processus d'accumulation. Dans son travail sur les civilisations en Mésopotamie, Redman étudie dix grands critères de développement des sociétés complexes : l'apparition de cités de grande taille, la division du travail et sa spécialisation, la concentration de la plus-value en quelques mains, l'émergence des structures de classe, l'organisation en État, l'édification de monuments importants, le développement du commerce, de l'art, de l'écriture et des mathématiques forment un système cohérent de symptômes de l'essor des civilisations. Sur ces dix critères, trois sont directement liés à l'émergence d'une hiérarchie sociale (la verticalisation des structures, comme on dit dans le jargon), et les autres accompagnent généralement l'intensification du processus inégalitaire ou en découlent directement. Depuis le début du Néolithique, ces traits convergents sont caractéristiques de la dynamique de civilisation.

Évidemment, cette idée est immorale et perturbante : que l'inégalité soit le produit en quelque sorte direct et inévitable de la civilisation laisse entendre que les artefacts des sociétés anciennes que nous admirons le plus, qu'il s'agisse de la porte d'Ishtar, du Forum romain, de l'*Odyssee* et de tout le reste, résultent avant tout d'une entreprise d'exploitation systématique de la sueur et du sang des esclaves et des plus miséreux. Devant cette idée, Walter Scheidel demeure extrêmement prudent. Pour autant, c'est simplement la contrepartie de la démonstration de ce livre : la baisse de l'inégalité ne peut venir que d'une brutale décivilisation où toute la complexité d'un système d'asservissement économique de la masse au profit de quelques possédants et gouvernants est remise à zéro dans l'effondrement. Peu importe alors le nom du cavalier de l'Apocalypse, pourvu qu'il fasse le travail de simplification ultime.

Il existe une autre idée inconfortable que Scheidel écarte prudemment tout en la suggérant : celle selon laquelle l'accumulation

---

1. Charles L. Redman, *The Rise of Civilization: From Early Farmers to Urban Society in the Ancient Near East*, San Francisco, Freeman, 1978, p. 277 sqq.

excessive des inégalités est la cause profonde de l'effondrement. L'inégalité extrême est une source majeure de dysfonctionnements sociaux, de fragilités civilisationnelles et de distorsions sociales qui portent des fractions croissantes de la population à préférer l'apocalypse partagée à leur réalité minuscule. Il ne faut pas chercher très loin pour trouver des auteurs penchant pour cette hypothèse : qu'il s'agisse de Piketty<sup>1</sup> ou de Polanyi<sup>2</sup> avant lui, l'idée que les grandes civilisations inégalitaires, colonialistes, capitalistes et bourgeoises de l'Europe occidentale du XIX<sup>e</sup> siècle ont porté jusqu'à l'insoutenable le niveau de déséquilibres inégalitaires accumulés jusqu'en 1913, jusqu'à dépasser finalement leur point de rupture dans la conflagration de violence de la Grande Guerre globale, n'a rien de rare ni de sophistiqué puisqu'elle est un pilier du marxisme, notamment. On retrouve par exemple la même toile de fond sous deux versions un peu différentes, entre autres, chez Arrighi et Hobsbawm<sup>3</sup> : on s'attendrait donc à ce que Scheidel propose l'idée que les civilisations tendent à dériver vers des niveaux d'inégalités extrêmes, jusqu'à leur seuil de saturation. Les déséquilibres socioéconomiques excessifs accumulés suscitent alors des constructions sociales insoutenables. Et une fois atteint le point de basculement, les chocs les plus légers les précipiteront vers leur destin, faute de pouvoir tenir encore : elles s'effondreront sous leur propre poids. Scheidel, comme je le disais, résiste à cette idée, puisqu'il n'existe pas de seuil précis au-delà duquel la société *doit* exploser. Les inégalités extrêmes restent une source considérable de fragilité qui, sur la durée, entraîne la collectivité sur les voies de la violence inexpugnable. Mais Scheidel ne dit pas que l'inégalité extrême est un appel aux cavaliers de l'Apocalypse. C'est là d'une grande prudence, alors que ces calamités pourraient bien être la conséquence de nos déséquilibres inégalitaires.

---

1. Thomas Piketty, *Capital*, Le Seuil, 2014.

2. Karl Polanyi [1944], *La Grande Transformation*, Gallimard, 1983.

3. Eric Hobsbawm, *Age of Extremes: The Short Twentieth Century 1914-1991*, Londres, Michael Joseph, 1994 ; Giovanni Arrighi, *The Long Twentieth Century: Money, Power and the Origins of Our Times*, Londres, Verso, 1994.

## Inégalités et accumulation de violence de masse latente

Chacun des quatre processus exprime, au sens littéral du terme, l'accumulation de violence de masse latente dans l'exacerbation des inégalités jusqu'au point de rupture.

La guerre apparaît ainsi comme un des exutoires probables à l'accumulation de tensions politiques liées à la division en classes de la société inégalitaire. L'exacerbation des tensions internes et le risque concomitant d'un renversement de régime se résolvent en la projection de forces et la montée aux extrêmes de la violence vers l'extérieur du territoire. Le déclenchement de la "guerre de trente ans" (1914-1945) par le grand état-major prussien en 1914 trouve là son motif. L'espoir de redistribuer les dépouilles des sociétés voisines, de se saisir du trésor réel ou supposé des nations ennemies, d'offrir une mobilité ascendante au prolétariat militaire par la conquête coloniale représente des motivations suffisantes, même si, en réalité, la guerre entraîne une dilapidation de ressources colossales dont au bout du compte personne ne bénéficie : l'égalité résulte finalement de l'effondrement de toutes les réserves.

Plus banale encore est l'idée que les révolutions résultent d'inégalités extrêmes accumulées sur des générations entières d'une civilisation dont la mobilité sociale a été bloquée sur des siècles. Les frustrations distillées tout au long du processus de distorsions sociales extrêmes entre l'échelle de mérite et celle des rétributions, l'anomie qui en résulte, attisent les idées et les actions révolutionnaires des perdants de l'inégalité, notamment. Un large bain de sang s'ensuit le plus souvent.

De la même façon, l'inégalité radicale de riches refusant de payer leurs impôts et de pauvres refusant de servir un État en faillite est une cause centrale d'effondrement des structures institutionnelles et de délitescence anarchique de l'ordre ancien. Quand ce vide n'est comblé par aucun concurrent capable de recréer un ordre nouveau pour remplacer celui vacillant des tyrannies anciennes, les élites résiduelles nourrissent une lente conflagration sans but ni conclusion possibles. Une guerre civile sans issue, une crise permanente de surendettement devenue incontrôlable, ou l'incapacité à assurer un nouveau monopole de la violence légitime convergent généralement vers ce point indéterminé où la construction civilisationnelle

régresse progressivement ou d'un seul coup vers des stades antérieurs de complexité, et c'est l'égalité du retour au chaos primordial. Ce type de dynamique aboutit généralement à la prise de contrôle externe, invasive ou colonisatrice, imposant un nouveau pouvoir, extérieur, hostile ou exploiteur, qui réalise sur le territoire anciennement autonome une égalité entre esclaves au profit d'une pyramide de nouveaux dominants, suppléés par des régisseurs locaux. L'égalité n'est pas au bout de ce chemin.

Enfin, nous pouvons soupçonner que les épidémies de masse, comme la Grande Peste, résultent d'une fragilisation d'ensemble du corps social, découlant de l'affaiblissement des plus fragiles, où les plus pauvres sont surreprésentés. La période d'égalisation et de reconstruction de l'après-guerre (1945-1975) fut précisément une période de maîtrise des épidémies : tuberculose, poliomyélite, rougeole, etc., ont régressé sur cette période. En revanche, depuis que les régimes de *welfare* élaborés des pays post-industriels sont déstabilisés, les maladies transmissibles reviennent – le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), Ebola, la Covid-19, etc. – et les victimes des inégalités redeviennent les cibles massives des nouvelles pandémies.

Scheidel n'aime pas faire de ses cavaliers de l'Apocalypse sociale des esprits vengeurs venus punir les civilisations inégalitaires de leur arrogance verticale au bout de leur processus d'accumulation. De façon plus prudente, il pourrait simplement en faire des éléments régulateurs d'un processus homéostatique venus supprimer les déséquilibres intenable. La guerre dilapide les excès de ressources des élites dans ce que Georges Bataille<sup>1</sup> aurait présenté comme un immense potlatch de destruction intégrale du capitalisme. La révolution vient redistribuer les concentrations excessives de ressources. Le collapsus réduit à néant les pyramides anciennes. La pandémie supprime les populations en excès, fragilisées par le processus inégalitaire, dans un processus que Malthus a décrit dans ses pages les plus controversées. C'est certes simple, mais est-ce faux pour autant ? Scheidel rappelle que si la partie théorique de cette explication causale est satisfaisante, sa démonstration empirique reste fragile : le temps de décalage, le *time lag*, entre le moment, long, de

---

1. Georges Bataille [1947], *La Part maudite*, éditions de Minuit, 1967.

l'explosion des inégalités et celui, court, de l'effondrement civilisationnel demeure imprévisible.

### Inégalités extrêmes et fragilisation globale à l'ère de la Covid-19 et après

Chacun de ces quatre processus exprime, au sens littéral du terme, l'accumulation de violence de masse latente dans l'exacerbation des inégalités. Prudent, Scheidel ne dit pas que ces Quatre Cavaliers de l'Apocalypse sont venus nous châtier de nos penchants collectifs pour les inégalités, inconscients mais réels. Il n'en demeure aujourd'hui pas moins que les inégalités extrêmes de patrimoines pourraient précipiter notre effondrement. Nous ne savons pas quand cela aura lieu, mais le processus d'accumulation inégalitaire doit logiquement rejoindre un point de retournement catastrophique où les instabilités accumulées confrontent le système social à son effondrement : conflit interne ou externe, épidémies, renversement politique ou dissolution de l'organisation sociale, ou bien un peu de tout cela. Nous en observons déjà le prodrome. L'émergence de la pandémie de Covid-19, sa propagation globale à la suite de réponses nationales dispersées, incohérentes, désarticulées et inappropriées en matière de santé publique révèlent l'urgence de nos défis et des fragilités accumulées par une société inégalitaire où les témoignages de la base ne sont plus entendus. C'est à la limite moins la pandémie qui nous menace que les conséquences des distorsions inégalitaires où les élites ont déjà beaucoup perdu non seulement de leur légitimité, mais aussi de leur capacité à écouter les populations, et plus encore de celle à lire les diagnostics les plus urgents.

De ce point de vue, le coronavirus est un puissant signal d'alarme global dont on aimerait qu'il fût entendu dans la perspective de ce livre. Cette pandémie pourrait ne pas venir seule, et la synchronisation d'autres cataclysmes pourrait entraîner une des conflagrations mortifères extrêmes que décrit Scheidel. La hausse des inégalités globales n'est pas le moindre péril, puisque le dépassement du point de non-retour nous menace d'un suicide de civilisation : d'un civilicide.

LOUIS CHAUVEL

## INTRODUCTION

### LE DÉFI DES INÉGALITÉS

---

#### “La dangereuse croissance des inégalités<sup>1</sup>”

Combien de milliardaires possèdent à eux seuls la valeur nette des avoirs de la moitié de l’humanité ? En 2015, le capital net privé des 62 plus riches personnes de la planète équivalait à celui de la moitié de la population mondiale la plus pauvre, soit plus de 3,5 milliards d’habitants. Si ces milliardaires avaient décidé de partir ensemble en villégiature, un autocar aurait suffi à les réunir. L’année d’avant, ils étaient 85 à avoir ce privilège : de quoi remplir un bus à impériale. Il n’y a pas si longtemps, en 2010, c’est un petit convoi qui eût été nécessaire, ou un Airbus 340, voire un Boeing 777, car il ne fallait pas moins de 388 milliardaires pour rassembler cette même part de patrimoine<sup>2</sup>.

Toutefois, les inégalités ne sont pas seulement le fait des milliardaires. Les 1 % des ménages les plus riches de la planète détiennent aujourd’hui un peu plus de la moitié du capital net privé mondial<sup>3</sup>. Et davantage encore si l’on inclut les actifs que certains d’entre eux dissimulent dans les paradis fiscaux. Ce déséquilibre n’est pas simplement causé par les énormes disparités de revenus qui existent entre les économies avancées et les économies en développement, il est aussi présent au cœur de chaque société. Les vingt personnes

---

1. Mots tirés d’un discours de Barack Obama, le 4 décembre 2013 (cf. *infra*, p. 15).

2. Cf. Hardoon, Ayele & Fuentes-Nieva 2016, p. 2 ; Fuentes-Nieva & Galasso 2014, p. 2.

3. Crédit Suisse 2015, p. 11.

les plus fortunées des États-Unis possèdent actuellement autant de richesses<sup>1</sup> que la moitié la plus pauvre de l'ensemble des ménages américains, et les 1 % des plus hauts revenus y représentent environ un cinquième de tous les revenus du pays. La croissance des inégalités concerne beaucoup de pays à travers le monde. Ces dernières décennies, les revenus et les patrimoines ont été distribués de façon toujours plus inégale en Europe et en Amérique du Nord, dans l'ex-bloc soviétique et en Chine, en Inde et ailleurs. Et c'est à ceux qui possèdent le plus qu'on donne le plus : aux États-Unis, les 1 % les mieux rémunérés des 1 % les plus riches (c'est-à-dire les 0,01 % des plus hauts revenus) ont vu la part de leurs revenus multipliée par presque six depuis les années 1970, alors que 10 % de ces mêmes 1 % les plus riches (c'est-à-dire les 0,1 % des plus hauts revenus) l'ont vue quadrupler. Pendant la même période, celle des Américains restants a été multipliée en moyenne par 1,75 – c'est déjà quelque chose, mais on est loin des sommets atteints par les échelons supérieurs<sup>2</sup>.

Il est assez commode d'invoquer les “1 %” lorsqu'on aborde la question des inégalités, et nous le ferons souvent au fil de ces pages, mais cette catégorie, qui vient si aisément à l'esprit, a l'inconvénient d'occulter le fait que les richesses sont en réalité concentrées dans un nombre de mains plus restreint encore. Dans les années 1850,

---

1. Nous emploierons indistinctement, selon les contextes, les termes “richesses”, “patrimoines” et “capital”, en lieu et place du *wealth* anglais. Comme l'indique Thomas Piketty (2013), c'est une manière de “simplifier l'exposition” que de faire des “mots « capital » et « patrimoine » [...] des synonymes parfaits” (p. 84). De même, nous privilégierons souvent le vocable “patrimoines” à celui de “richesses”, dès lors que, pour reprendre de nouveau Piketty, “le mot « richesse » – davantage que le mot « *wealth* » en anglais – est souvent utilisé de façon ambiguë, pour désigner parfois un flux [...], et parfois un stock [...]” (p. 86, n. 1). Dans tous les cas : “Il s'agit toujours du même concept” (*ibid.*). (*N.d.T.*)

2. Ces chiffres proviennent de la World Wealth and Income Database (WWID), ou “base de données mondiale sur les inégalités de revenus et de patrimoines”, accessible à l'adresse suivante : [www.wid.world](http://www.wid.world) : la part des 0,01 %, des 0,1 % et des 1 % des plus hauts revenus, incluant les plus-values du capital, est passée respectivement de 0,85 %, 2,56 % et 8,87 % (en 1975) à 4,89 %, 10,26 % et 21,24 % (en 2014), ce qui représente une augmentation respective de 475 %, 301 % et 139 %, et de 74 % pour les revenus qui se situent entre les 0,1 % et les 1 % des plus hauts revenus.

l'écrivain américain Nathaniel Parker Willis parlait des *Upper Ten Thousand* (les "dix mille supérieurs") pour désigner la haute société new-yorkaise. Aujourd'hui, pour rendre justice à ceux qui contribuent le plus à l'accroissement des inégalités, une variante s'impose : celle des "dix millièmes supérieurs". Et même au sein de cette élite, ceux qui gravitent au sommet distancent invariablement tous les autres. La plus grande fortune américaine équivaut de nos jours à environ 1 million de fois le revenu annuel moyen du ménage américain, un multiple vingt fois supérieur à celui de 1982<sup>1</sup>. Malgré cela, les États-Unis pourraient bien être en train de se faire dépasser par la Chine, qui semble abriter un plus grand nombre de milliardaires encore (en dollars), en dépit d'un produit intérieur brut (PIB) nominal<sup>2</sup> considérablement plus faible<sup>3</sup>.

Tout cela suscite chaque jour un peu plus d'inquiétudes et d'anxiété. En 2013, le président Barack Obama déclarait :

La dangereuse croissance des inégalités et l'absence de possibilités d'ascension sociale ont compromis les fondements socio-économiques de la classe moyenne américaine – selon lesquels, en travaillant dur, tout le monde a une chance de réussir. Je crois que nous avons devant nous le défi majeur de notre temps : faire en sorte que notre économie fonctionne pour tous les travailleurs américains<sup>4</sup>.

---

1. En février 2016, la fortune de Bill Gates (estimée à 75,4 milliards de dollars) équivaut à environ 1 million de fois le revenu moyen et à 1,4 million de fois le revenu médian des ménages américains, tandis qu'en 1982 celle de Daniel Ludwig (estimée, cette année-là, à 2 milliards de dollars par le magazine américain *Forbes*, qui publie chaque année, depuis cette date, la liste des quatre cents résidents américains les plus riches) était respectivement 50 000 et 85 000 fois supérieure aux revenus moyen et médian de l'ensemble des ménages américains.

2. En économie, une valeur est dite *nominale* lorsqu'elle n'est pas ajustée à une réalité économique, et, le plus souvent, à l'inflation ; lorsqu'elle l'est, elle est dite *réelle*. (*N.d.T.*)

3. Cf. [www.economist.com/news/china/21676814-crackdown-corruption-has-spread-anxiety-among-chinas-business-elite-robber-barons-beware](http://www.economist.com/news/china/21676814-crackdown-corruption-has-spread-anxiety-among-chinas-business-elite-robber-barons-beware).

4. Cf. [www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/12/04/remarks-president-economic-mobility](http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/12/04/remarks-president-economic-mobility).

Deux ans plus tôt, l'investisseur multimilliardaire Warren Buffett s'était plaint que ses "amis mégariches" et lui-même ne payaient pas assez d'impôts<sup>1</sup>. L'opinion publique partage largement ce sentiment. Dix-huit mois après sa parution en 2013, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, de Thomas Piketty, un ouvrage de plus de neuf cents pages sur les inégalités inhérentes au capitalisme, devenait un best-seller aux États-Unis, avec quelque 1,5 million d'exemplaires vendus. En 2016, lors des primaires présidentielles du Parti démocrate américain, le sénateur Bernie Sanders, en dénonçant sans relâche la "classe des milliardaires", soulevait les foules et obtenait des millions de petits dons de la part de sympathisants de base. Même les dirigeants de la république populaire de Chine ont publiquement reconnu le problème des inégalités en approuvant un rapport sur la question de la "réforme du système de répartition des revenus"<sup>2</sup>. Et s'il y avait encore des doutes, Google, l'un des grands faiseurs d'argent et d'inégalités<sup>3</sup> de la baie de San Francisco, les a dissipés en nous permettant d'observer, par le biais de sa banque de données textuelles, la place croissante, depuis les années 1970, de la thématique des inégalités de revenus dans la conscience collective (cf. figure I.1).

Pourtant les riches ne sont pas simplement devenus de plus en plus riches au fil du temps. Aux États-Unis, malgré la rapacité tant décriée de la "classe des milliardaires" – ou, plus largement, des fameux "1 %" –, la part des plus hauts revenus dans le revenu total n'a rattrapé que très récemment celle de 1929, et les actifs sont globalement moins fortement concentrés aujourd'hui qu'hier<sup>4</sup>. En Angleterre, à la veille de la Première Guerre mondiale, les 10 % des ménages les plus riches détenaient 92 % du capital privé ; aujourd'hui, ils en possèdent légèrement plus de la moitié<sup>5</sup>. Ces grandes inégalités sont très profondément ancrées dans l'Histoire. Il y a deux mille ans, dans l'Empire romain, les plus imposantes fortunes privées étaient

---

1. Cf. Buffett 2011.

2. Cf. State Council 2013.

3. L'auteur fait notamment référence ici à la prodigalité salariale de l'entreprise. (*N.d.T.*)

4. Cf. WWID ; cf. aussi *infra*, chapitre 15, p. 579.

5. Cf. Roine & Waldenström 2015, p. 579 (tableau 7.A4).

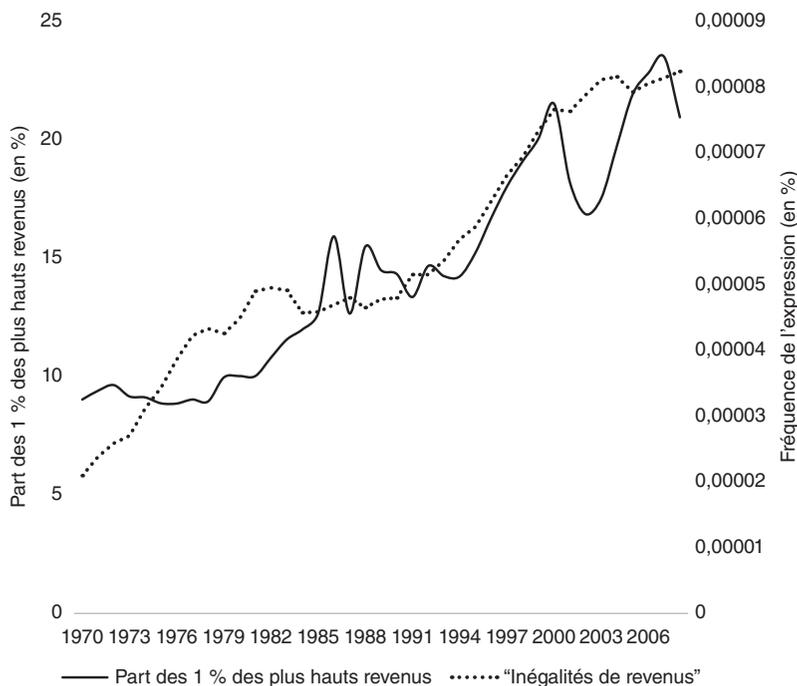


Figure I.1 – La part annuelle, aux États-Unis, des 1 % des plus hauts revenus, rapportée à la fréquence de l’expression “inégalités de revenus” dans les sources imprimées de la base de données textuelles de Google Livres (moyennes glissantes sur trois ans), 1970-2008<sup>1</sup>.

environ 1,5 million de fois supérieures au revenu annuel moyen par habitant<sup>2</sup> – à peu près le même ratio qu’entre Bill Gates et l’Américain moyen actuel. En somme, le degré extrême des inégalités de revenus dans l’Empire romain n’était guère différent de celui que connaissent aujourd’hui les États-Unis. Toutefois, vers l’an 600, du temps de Grégoire le Grand, les vastes domaines de l’Empire disparaîtraient, et le peu qui resterait de

1. La figure I.1 est tirée de la WWID, pour la part des plus hauts revenus (incluant les plus-values du capital) ; et de [books.google.com/ngrams](https://books.google.com/ngrams), pour la fréquence de l’expression “inégalités de revenus”. L’importance de ce même est telle qu’elle a donné lieu à la publication d’un recueil de poèmes intitulé *Widening Income Inequality* (“La hausse des inégalités de revenus”), de Frederick Seidel (2016).

2. Cf. *infra*, chapitre 2, p. 125-126.

l'aristocratie romaine compterait sur les dons pontificaux pour se maintenir à flot<sup>1</sup>. Parfois, comme ce fut le cas pour Rome à ce moment-là de l'Histoire, les inégalités diminuaient car c'étaient les riches, en dépit du fait que tout le monde s'appauvissait, qui perdaient le plus. D'autres fois, c'étaient les conditions de vie des travailleurs qui s'amélioraient, tandis que le rendement du capital diminuait : témoin l'Europe occidentale qui, après la peste noire<sup>2</sup>, a vu les travailleurs doubler, voire tripler, leur salaire réel<sup>3</sup>, manger de la viande et boire de la bière, quand les propriétaires terriens faisaient de leur mieux pour sauver les apparences<sup>4</sup>.

De quelle manière la répartition des revenus et des patrimoines a-t-elle évolué au cours du temps ? Et pourquoi a-t-elle subi de si grandes fluctuations ? Malgré l'extrême attention dont ont bénéficié les inégalités ces dernières années, beaucoup de questions demeurent encore ouvertes. Les études qui existent – toujours plus nombreuses et souvent très techniques – essaient surtout de comprendre pourquoi la concentration des revenus s'est fréquemment accentuée ces vingt-cinq dernières années. Moins de choses ont été écrites sur les forces qui, au début du xx<sup>e</sup> siècle, ont permis aux inégalités de chuter dans une grande partie du monde – et moins encore sur la répartition des ressources matérielles dans un passé plus lointain. Certes, les inquiétudes actuelles concernant l'augmentation générale des écarts de revenus ont donné un élan à l'étude au long cours des inégalités, tout comme le changement climatique encourage désormais l'analyse de données historiques. Toutefois, nous manquons encore d'une vue d'ensemble, d'un regard qui embrasserait le monde et le très large spectre de son Histoire. Afin de comprendre les mécanismes à l'origine de

---

1. Cf. *infra*, chapitre 9, p. 381. Cf. aussi Scheidel & Friesen 2009, p. 73-74 et 86-87, pour des données sur le PIB et le coefficient de Gini relatif aux revenus dans la Rome antique.

2. Cf. *infra*, chapitre 10, p. 427-436.

3. Pour rappel, le salaire réel tient compte de la variation des prix des biens et des services, afin de donner la mesure du pouvoir d'achat réel. (*N.d.T.*)

4. Pour un aperçu des niveaux d'inégalités en fonction de différents types de contraintes (seuil de subsistance, minima sociaux, complexité économique), cf. *infra*, appendice, p. 642-644.

la répartition des revenus et des patrimoines, il est donc indispensable d'opter pour une approche interculturelle et comparative sur le temps long.

### Les Quatre Cavaliers

Les inégalités matérielles apparaissent quand la quantité des ressources dépasse le volume nécessaire à la seule subsistance. Au cours de la dernière période glaciaire (il y a 110 000 à 10 000 ans environ), les surplus existaient déjà, et déjà les hommes les partageaient inégalement : les chasseurs-cueilleurs se donnaient le temps et les moyens, par exemple, d'inhumer certains de leurs morts plus richement que d'autres. Mais, à la période suivante, la *production* de nourriture – fruit de l'agriculture et de l'élevage tout juste apparus – a donné aux richesses une dimension entièrement nouvelle, et l'Holocène (commencé plus exactement il y a 11 700 ans) a vu les inégalités croître et persister. La domestication des plantes et des animaux a rendu possibles l'accumulation et la conservation des ressources productives. Puis les normes sociales ont évolué afin de protéger ces biens par des droits, notamment celui de les transmettre aux générations futures. La répartition des revenus et des patrimoines s'est faite alors au gré des circonstances : la santé, les stratégies matrimoniales et le succès reproducteur<sup>1</sup>, les choix de consommation et d'investissement, les moissons exceptionnelles, les invasions de criquets et les pestes bovines ont déterminé les fortunes de génération en génération. Ainsi, au fil du temps, les conséquences des hasards de la vie et celles des efforts fournis par les uns et par les autres ont favorisé l'émergence durable des inégalités.

En principe, les institutions mises en place par les collectivités humaines auraient pu niveler les écarts naissants de disparités et redistribuer équitablement les ressources matérielles et les fruits du travail, comme cela a été le cas, pense-t-on, dans certaines sociétés

---

1. Le succès reproducteur d'un individu dépend de sa capacité à transmettre ses gènes, c'est-à-dire à se reproduire. (*N.d.T.*)

prémodernes<sup>1</sup>. En réalité, l'évolution sociale a souvent eu l'effet inverse, et la domestication des sources alimentaires a aussi été celle des hommes. Le fait que les États, en apparaissant, se soient organisés de manière ultracompétitive a fortement hiérarchisé le pouvoir et les forces coercitives, déséquilibrant en conséquence l'accès aux revenus et aux patrimoines. Les inégalités politiques ont donc consolidé et amplifié les inégalités économiques. Pendant la majeure partie de la période agricole, les États ont enrichi la minorité au détriment de la majorité, les gains tirés des salaires et des services publics faisant souvent pâle figure face à ce que pouvaient rapporter la corruption, l'extorsion et le pillage. En conséquence, de nombreuses sociétés prémodernes sont devenues aussi inégalitaires que possible, laissant le groupe restreint des élites explorer les limites de l'appropriation des surplus, en dépit d'un contexte économique de faible production par habitant et d'infime croissance. Quant aux institutions qui – en particulier dans l'Occident naissant – ont voulu, par bienveillance, renforcer le développement économique, elles ont continué à entretenir de fortes inégalités. L'urbanisation, la commercialisation, les innovations du secteur financier, l'internationalisation du commerce et, pour terminer, l'industrialisation ont généré d'importants profits pour les détenteurs de capitaux. À mesure que les rentes perçues par l'exercice brut du pouvoir ont décliné, tarissant une source traditionnelle d'enrichissement pour les élites, des droits de propriété plus intangibles et des engagements publics sont venus renforcer la protection de la transmission du capital privé par voie de succession. Si les structures économiques, les normes sociales et les systèmes politiques ont évolué, les inégalités de revenus et de patrimoines sont restées grandes ou ont trouvé le moyen d'augmenter.

Durant des milliers d'années, la civilisation n'a pas tendu vers la réduction des inégalités. Dans un large éventail de sociétés et à différents niveaux de développement, la stabilité a toujours favorisé les inégalités économiques. Cela se vérifie aussi bien dans l'Égypte

---

1. La frontière entre la période prémoderne et la période moderne n'est pas la même pour toutes les sociétés. Néanmoins, les Anglo-Saxons la situent généralement au début du xvi<sup>e</sup> siècle et avant l'ère préindustrielle. (*N.d.T.*)

des pharaons que dans l'Angleterre victorienne, dans l'Empire romain qu'aux États-Unis d'Amérique. Les chocs violents étaient indispensables pour perturber l'ordre établi, rendre plus égalitaire la répartition des revenus et des patrimoines, réduire l'écart entre les pauvres et les riches. Tout au long de l'Histoire, les plus grands nivellements sont invariablement nés des chocs les plus violents. Quatre types de rupture brutale ont affaibli les inégalités : la guerre de masse, la révolution dite "transformatrice", la faillite de l'État et la grande pandémie. Nous les appellerons ici "les Quatre Cavaliers du nivellement". Tout comme leurs homologues bibliques, ils sont allés "ôter la paix de la terre" et "tuer par l'épée, par la famine, par la peste et par les bêtes de la terre"<sup>1</sup>. Surgissant seuls ou en groupe, ils ont souvent eu, pour leurs contemporains, des conséquences aux allures d'apocalypse. Des centaines de millions d'hommes ont péri sur leur passage. Et toujours après le tumulte, quand la poussière soulevée retombait, l'écart de fortune entre les nantis et les démunis avait diminué, parfois prodigieusement.

Seuls des types très spécifiques de violence ont permis de contraindre les inégalités. La plupart des guerres n'ont eu aucun effet systématique sur la répartition des ressources : bien que les formes archaïques de conflits, reposant sur la conquête et le pillage, eussent de grandes chances d'enrichir les élites victorieuses et d'appauvrir les vaincues, les fins de guerre moins tranchées avaient des conséquences imprévisibles. Pour réduire les disparités de revenus et de patrimoines, la guerre devait pénétrer la société dans son ensemble, mobiliser la population et les ressources à une échelle que les États-nations modernes ont souvent été les seuls à pouvoir envisager. Cela explique pourquoi les deux guerres mondiales ont été les plus grandes niveleuses d'inégalités de l'Histoire. Les destructions provoquées par la guerre à une échelle industrielle, la fiscalité confiscatoire, le dirigisme, l'inflation, la perturbation des flux mondiaux de marchandises et de capitaux ont tous concouru, entre autres facteurs, à anéantir le patrimoine des élites et à redistribuer les ressources. Ils ont également été le catalyseur – unique par sa puissance – d'une politique plus égalitaire,

---

1. La Bible, Nouveau Testament, "Apocalypse de Jean", vi, 4 et 8, Gallimard, coll. "Bibliothèque de la Pléiade", p. 875.

fournissant une formidable impulsion à l'extension du droit de vote, à la syndicalisation et au renforcement de l'État providence. Les chocs des deux guerres mondiales ont mené à la "Grande Compression", à savoir la diminution massive des inégalités de revenus et de patrimoines non seulement aux États-Unis, mais aussi dans l'ensemble des pays développés. Surtout visible pendant la période 1914-1945, elle n'a pris fin que plusieurs décennies après. Les guerres de masse précédentes n'ont pas eu de telles répercussions : les guerres napoléoniennes ou la guerre de Sécession ont eu des conséquences mitigées sur la redistribution, et plus nous remontons dans le temps, moins nous trouvons d'exemples pertinents. L'ancienne culture grecque des cités-États, dont Athènes et Sparte étaient les principales figures, est sans doute la première à nous montrer que la mobilisation militaire de masse et les institutions égalitaires pouvaient – quoiqu'avec un succès relatif – restreindre les inégalités matérielles.

Ce sont les deux guerres mondiales qui ont engendré la deuxième grande force de nivellement : la révolution transformatrice. Les conflits intranationaux n'ont généralement pas réduit les inégalités : les révoltes paysannes comme les insurrections urbaines étaient fréquentes jusqu'à la fin du Moyen Âge, mais échouaient le plus souvent à produire des résultats, et aujourd'hui les guerres civiles dans les pays en développement tendent davantage à accentuer les inégalités de revenus qu'à les affaiblir. Pour que l'accès aux ressources matérielles s'en trouve modifié, les restructurations sociétales doivent être extrêmement violentes. Celles-ci, à l'instar des guerres de masse égalisatrices, ont essentiellement eu lieu au xx<sup>e</sup> siècle. Les communistes, à coups d'expropriation, de redistribution et souvent ensuite de collectivisation, ont considérablement réduit les inégalités. Les plus transformatrices de ces révolutions ont été d'une violence extrême, et leur bilan humain est comparable à celui des deux guerres mondiales. Les révolutions, quantitativement beaucoup moins sanglantes, telle la Révolution française, ont donné lieu à un nivellement proportionnellement inférieur.

La violence peut aboutir aussi à la destruction complète des États. Leur faillite, voire l'effondrement des systèmes, a généralement été un bon vecteur de nivellement. La plupart du temps, au cours de l'Histoire, les riches ont été maîtres (ou proches) du

pouvoir politique – ou liés à ceux qui l'étaient. En outre, les États ont toujours veillé à protéger – modestement, cependant, au regard des standards modernes – l'activité économique qui dépassait le cadre des processus nécessaires à la stricte subsistance. Quand les États se sont effondrés, ces positions, ces connexions et ces protections ont été fragilisées et menacées, quand elles n'ont pas tout simplement disparu. Certes, personne dans la population n'était épargné par la crise, mais les élites économiques avaient beaucoup plus à perdre. La diminution ou l'effondrement de leurs revenus et de leurs patrimoines compressait ainsi les écarts de répartition des ressources. Cela s'est produit de tout temps, aussi longtemps que les États ont existé. Les premiers exemples connus ont 4 000 ans et datent de la fin de l'Ancien Empire égyptien et, en Mésopotamie, de la fin de l'Empire akkadien. Aujourd'hui, ce qui se déroule sous nos yeux en Somalie laisse à penser que cette puissante force d'égalisation n'a pas encore complètement disparu.

L'effondrement de l'État pousse à l'extrême la logique du nivellement par la violence : au lieu d'effectuer une redistribution et un rééquilibrage en réformant et en restructurant les systèmes politiques existants, il agit d'une manière plus radicale en remettant les compteurs à zéro. Ces trois premiers cavaliers font se succéder différents niveaux de nivellement – pour ce qui est de l'intensité uniquement, car ils ne se suivent pas forcément : si les révolutions majeures ont eu les guerres les plus violentes pour origine, les États n'ont normalement pas besoin d'autant de pression pour s'effondrer. Ils ont cependant en commun la violence avec laquelle ils rebattent les cartes de la répartition des revenus et des patrimoines, et, en parallèle, celles de l'ordre politique et social.

Enfin, l'humanité n'a pas toujours eu le monopole de la violence. Jadis, la peste, la variole et la rougeole ont dévasté des continents entiers avec plus de vigueur que n'auraient espéré pouvoir le faire les plus grandes armées ou les plus ardents révolutionnaires. Dans les sociétés agricoles, les épidémies – qui pouvaient décimer le tiers des populations, sinon davantage – raréfiaient la main-d'œuvre et augmentaient son prix par rapport à celui des actifs immobilisés et autres capitaux non humains, qui restaient généralement intacts. Cela profitait aux travailleurs, mais pénalisait les employeurs et les propriétaires terriens qui subissaient

respectivement la hausse des salaires réels et l'effondrement des fermages. Les institutions atténuaient légèrement l'ampleur de ces changements en imposant – par décret et de manière coercitive – le maintien des dispositions favorables aux élites, mais échouaient le plus souvent à maîtriser les forces égalisatrices du marché.

Les pandémies sont donc le quatrième cavalier du nivellement par la violence<sup>1</sup>. Mais y a-t-il eu, par le passé, des mécanismes plus pacifiques de réduction des inégalités ? Pour un nivellement d'envergure, la réponse est non. Au cours de l'Histoire, chacune des grandes compressions des inégalités matérielles a été l'œuvre d'un ou de plusieurs de ces cavaliers. En outre, les guerres et les révolutions de masse n'ont pas uniquement agi sur les sociétés qu'elles ébranlaient directement : elles ont également influencé les conjonctures économiques, les revendications sociales et les décisions politiques à l'intérieur des pays en marge desdits conflits. De telles réactions en chaîne, qui ont prolongé les effets du nivellement produit à l'origine par ces chocs majeurs, rendent difficile de dissocier ces derniers (et leurs constantes répercussions) des événements survenus après 1945 dans une grande partie du monde. Bien que la baisse des inégalités de revenus observée en Amérique latine au début des années 2000 soit la meilleure représentante d'une égalisation pacifique, elle reste relativement modeste, et sa pérennité incertaine.

S'il existe d'autres facteurs de nivellement, leur bilan est mitigé : de l'Antiquité à nos jours, les seules réformes agraires ayant significativement réduit les inégalités étaient accompagnées de violence ou de menace de violence ; les crises macroéconomiques n'ont eu que des effets de courte durée sur la répartition des revenus et des patrimoines ; la démocratie n'est jamais parvenue d'elle-même à atténuer les inégalités ; bien que l'interaction entre l'éducation et les transformations technologiques conditionne indubitablement la dispersion des revenus<sup>2</sup>, le rendement

---

1. L'actuelle pandémie de Covid-19 a des effets inverses. Le lecteur pourra se reporter à cet article (entre autres premières analyses) de l'auteur : [inference-review.com/report/inequality-and-instability-in-the-time-of-covid-19](https://inference-review.com/report/inequality-and-instability-in-the-time-of-covid-19). (N.d.T.)

2. Dans le cadre de ce livre, la dispersion mesure les inégalités au sein d'une catégorie : ici, les revenus. Plus la dispersion est grande, plus la répartition des revenus est inégalitaire. (N.d.T.)

de l'éducation et celui des compétences se sont aussi révélés très dépendants des chocs brutaux ; enfin, il n'y a pas de preuves empiriques convaincantes permettant de soutenir l'idée que le développement économique moderne, en tant que tel, réduise les inégalités. À ce jour, aucune réduction non violente des inégalités n'a pu un tant soit peu égaler les résultats obtenus par les Quatre Cavaliers.

Les chocs, toutefois, n'ont qu'un temps. Les États en faillite ont toujours fini par être remplacés. Les contractions démographiques ont cessé avec le recul des grandes pandémies, et les repeuplements ont progressivement ramené à leur niveau antérieur les équilibres entre le travail et le capital. Les deux guerres mondiales ont été relativement courtes et leurs effets appartiennent au passé : les taux supérieurs d'imposition et la densité syndicale sont faibles, la mondialisation progresse, le communisme a disparu, la guerre froide est derrière nous et le risque de guerre mondiale s'est éloigné. Tout cela permet de mieux comprendre l'actuel retour en force des inégalités. Les démesurés niveleurs d'hier sont à présent endormis. Et il n'existe à notre connaissance aucun autre mécanisme égalisateur de cette puissance.

Même dans les économies avancées les plus progressistes, la redistribution et l'éducation sont devenues incapables d'amortir totalement la pression des inégalités croissantes de revenus avant impôts et transferts<sup>1</sup>. Il pourrait y avoir des solutions dans les pays en développement, mais les contraintes budgétaires y demeurent fortes. Il ne semble donc pas facile d'accéder à une plus grande égalité par la démocratie, la régulation ou l'éducation. Rien de bien surprenant au regard de l'Histoire mondiale. À notre connaissance, les sociétés qui n'ont jamais été confrontées à des événements violents de grande ampleur – ainsi qu'à leurs tragiques conséquences – n'ont presque jamais connu de réductions majeures d'inégalités. Qu'en sera-t-il demain ?

---

1. Les transferts concernent la partie des impôts reversée à certains ménages sous forme de revenus de remplacement (pensions de retraite, allocations chômage) et d'aides sociales (allocations familiales, minima sociaux, etc.). (N.d.T.)

## Ce dont le livre ne parle pas

Les disparités dans la répartition des revenus et des patrimoines ne sont pas les seules inégalités à avoir une pertinence sociale ou historique : il en est évidemment de même des inégalités qui relèvent du genre et des orientations sexuelles, des questions raciales et ethniques, de l'âge, des aptitudes et des croyances individuelles, du droit à l'éducation, à la santé, à l'expression politique, et des chances que la vie accorde à chacun. Le titre de ce livre n'est donc pas aussi précis qu'il pourrait l'être. D'un autre côté, si son sous-titre avait été : "Les chocs violents dans l'Histoire mondiale des inégalités de revenus et de patrimoines de l'âge de pierre à nos jours et au-delà", non seulement notre éditeur s'en serait alarmé, mais surtout il aurait paru inutilement discriminant. Après tout, les inégalités de pouvoir ont toujours joué un rôle décisif dans l'accès aux ressources matérielles : un titre plus détaillé aurait été plus précis, mais aussi trop réducteur.

Notre ambition n'est pas d'aborder tous les aspects des inégalités économiques<sup>1</sup>. Nous nous concentrerons sur la répartition des ressources matérielles *au sein* des sociétés, en laissant de côté les questions d'inégalités économiques *entre* les nations, sujet ô combien important mais déjà amplement discuté. Nous examinerons donc les conditions propres à certaines sociétés, sans mentionner explicitement les nombreux autres types d'inégalités, qui sont autant de facteurs dont l'influence sur la répartition des revenus et des patrimoines serait difficile, voire impossible, à mettre au jour et en perspective sur le temps long. Notre première préoccupation sera d'identifier les mécanismes de nivellement qui expliquent pourquoi les inégalités ont diminué par le passé. De manière très générale, après que notre espèce eut opté pour la production de nourriture (c'est-à-dire, rappelons-le, la domestication des espèces animales et végétales) et pour ses corollaires (le sédentarisme et la naissance

---

1. Parmi les études les plus importantes sur les inégalités de revenus dans le monde, cf. Milanovic 2005 et 2012 ; Lakner & Milanovic 2013 ; Milanovic 2019, en particulier p. 21-56 et 132-194. Cf. aussi Anand & Segal 2015, pour une revue de synthèse sur le sujet. Pour un aperçu des travaux sur les inégalités économiques liées au genre, cf. Ponthieux & Meurs 2015. Pour une analyse de la répartition des revenus dans la pensée économique, cf. aussi Sandmo 2015.

de l'État), puis après qu'elle eut reconnu certains droits héréditaires de propriété, la tension progressive engendrée par les inégalités matérielles est devenue une donnée incontournable, une caractéristique fondamentale de la vie des hommes en société. L'examen minutieux de l'évolution de ces tensions au cours des siècles et des millénaires, en particulier celui des synergies complexes entre les forces coercitives et celles du marché (pour le dire vite), nécessiterait une étude à part entière, et bien plus développée.

Enfin, nous étudierons les chocs violents (parallèlement à d'autres mécanismes) et leurs effets sur les inégalités matérielles, mais nous n'explorerons généralement pas la relation inverse, visant à savoir si les inégalités ont pu contribuer à déclencher les chocs en question. Plusieurs raisons à cela : tout d'abord, il n'est pas facile d'expliquer des chocs spécifiques en invoquant les inégalités, puisqu'elles ont été importantes dans toutes les sociétés ; ensuite, ces dernières pouvaient avoir des niveaux de stabilité interne différents, mais des niveaux d'inégalités matérielles comparables ; en outre, certaines sociétés, victimes de transitions violentes, n'étaient pas particulièrement inégalitaires (la Chine pré-révolutionnaire en est un exemple) ; enfin, les chocs qu'elles subissaient pouvaient être en grande partie ou totalement exogènes, comme l'ont montré les pandémies. Même les catastrophes d'origine anthropique, comme les guerres mondiales, ont profondément affecté des sociétés qui n'en étaient pas directement victimes. Les études qui se sont intéressées au rôle des inégalités dans le déclenchement des guerres civiles ont mis en lumière la complexité de leurs liens. Il ne faut pas en déduire pour autant que les inégalités de ressources à l'intérieur d'un État ne sont pas à même de déclencher des guerres ou des révolutions, ni de contribuer à son effondrement. Cela signifie juste qu'on ne peut supposer aucun lien systématique de cause à effet entre les inégalités de revenus et de patrimoines et la survenue des chocs violents. Comme une étude l'a récemment mis en évidence, l'analyse de facteurs plus spécifiques en matière de répartition, comme la rivalité entre les élites, peut être plus productive pour expliquer les conflits violents et l'effondrement des États<sup>1</sup>.

---

1. Turchin & Nefedov 2009.

Pour les besoins de ce livre, nous considérerons les chocs violents à l'aune de leur incidence sur les inégalités matérielles. Cette démarche vise à évaluer dans quelle mesure de tels chocs sont des forces de nivellement sur le temps très long, indépendamment des preuves établissant ou non un lien significatif entre les inégalités préalables aux événements et les événements eux-mêmes. Si mon étude – qui va des chocs vers les inégalités – encourage une analyse inverse, c'est tant mieux. Il ne sera peut-être jamais possible de répertorier toutes les causes endogènes susceptibles, à l'intérieur des sociétés, d'expliquer les changements observables dans la répartition des revenus et des patrimoines au fil du temps. Quoi qu'il en soit, les éventuelles boucles de rétroaction entre les inégalités et les chocs violents méritent d'être explorées plus en profondeur. Ce livre ne fait qu'apporter une pierre à l'édifice<sup>1</sup>.

### Quels sont nos principaux outils d'analyse ?

Il existe plusieurs façons de mesurer les inégalités. Dans les chapitres qui suivent, nous utiliserons principalement les mesures de base : le coefficient de Gini ; et les parts de revenus ou de patrimoines. Le coefficient de Gini indique dans quelle mesure la répartition des revenus ou des biens matériels s'écarte de l'égalité parfaite : si chaque membre d'une population donnée reçoit ou détient exactement la même quantité de ressources, le coefficient de Gini vaut 0 ; si un membre contrôle tout et que les autres ne possèdent rien, le coefficient s'*approche* de 1. Ainsi, plus la répartition est inégalitaire, plus la valeur du coefficient de Gini est forte<sup>2</sup>. Ce coefficient peut être exprimé en décimales ou en pourcentage – mais la première option présente l'avantage de se distinguer plus clairement des parts de revenus ou de patrimoines qui, elles, s'expriment généralement

---

1. Pour en savoir plus sur cette question, cf. *infra*, chapitre 14, p. 556-560.

2. Contrairement à ce qui est souvent dit, le coefficient de Gini (G) ne peut jamais être égal à 1, car  $G_{\max} = 1 - (1/n)$ , où  $n$  représente la taille de la population.

en pourcentages<sup>1</sup>. Celles-ci ont pour vocation d'indiquer – à l'intérieur d'une population donnée – quelle est la part des revenus ou des patrimoines reçue ou détenue par un groupe particulier, défini selon son rang sur l'échelle de la répartition : par exemple, les "1 %" (si souvent cités) représentent, à l'intérieur d'une population donnée, les "unités de valeur" (souvent les ménages) qui bénéficient de plus hauts revenus ou de plus hauts patrimoines que 99 % desdites "unités". Les coefficients de Gini et les parts de revenus sont deux types de mesure complémentaires, car ils mettent l'accent sur différentes propriétés d'une répartition donnée : alors que le coefficient de Gini calcule le niveau général des inégalités, les parts de revenus ou de patrimoines donnent un aperçu utile de la forme de la répartition.

Les deux indices peuvent servir à mesurer la répartition de différentes sortes de revenus : les revenus avant impôts et transferts, dit "primaires" ; les revenus après transferts, dit "bruts" ; et les revenus après impôts et transferts, dit "disponibles". Dans ce livre, nous ne parlerons que des revenus primaires et disponibles, et chaque fois que nous utiliserons le terme "inégalités de revenus", sans autre précision, cela concernera les revenus primaires. Les inégalités de ces revenus sont en effet généralement les seules que l'Histoire nous permette de connaître ou d'estimer. En outre, avant la création, dans l'Occident moderne, de vastes systèmes de redistribution fiscale, les différences entre la répartition des revenus primaires, celle des revenus bruts et celle des revenus disponibles étaient le plus souvent dérisoires, comme aujourd'hui dans beaucoup de pays en développement. Dans les pages qui suivent, les parts de revenus renverront invariablement à la répartition des revenus primaires. Les données historiques et contemporaines sur les parts de revenus, en particulier celles des plus hauts d'entre eux, sont généralement tirées de sources fiscales qui se réfèrent exclusivement aux revenus avant impôt. Il nous arrivera aussi de mesurer le poids relatif des différentes

---

1. À noter cependant qu'il sera nécessaire, pour le lecteur, de convertir les coefficients de Gini en pourcentage (en les multipliant par 100) lorsque l'auteur utilisera les "points de pourcentage" pour décrire leur évolution. (*N.d.T.*)

tranches de revenus en établissant des ratios entre leurs parts respectives<sup>1</sup>. Il existe d'autres indices d'inégalités, plus sophistiqués, mais ils sont globalement inadaptés à des études couvrant, sur le temps long, des ensembles de données fortement hétérogènes<sup>2</sup>.

La mesure des inégalités matérielles soulève deux genres de problèmes : l'un est conceptuel, l'autre interroge la fiabilité des données. Intéressons-nous d'abord à l'aspect conceptuel. D'un côté, nous disposons d'indices qui mesurent et rendent compte d'inégalités *relatives*, c'est-à-dire en fonction de la *part* des ressources totales captée par des segments particuliers de la population. De l'autre, nous avons les inégalités *absolues* qui, elles, désignent les différentes *quantités* de ressources qui reviennent auxdits segments. Or ces deux approches ont tendance à produire des résultats très différents. Considérons une population dans laquelle le ménage moyen du décile supérieur de la répartition des revenus (les 10 % des plus hauts revenus) gagne dix fois plus que le ménage moyen du décile le plus bas (les 10 % des plus bas revenus) – mettons, 100 000 dollars contre 10 000 ; faisons ensuite l'hypothèse d'un doublement du revenu national sans incidence sur la répartition des revenus (le coefficient de Gini et les parts de revenus demeurent donc inchangés) : dans cette perspective, les revenus ont augmenté, mais pas les inégalités. Pourtant, dans le même temps, l'écart de revenus entre le décile supérieur et le décile inférieur a doublé, passant de 90 000 dollars (l'écart entre 100 000 et 10 000) à 180 000 dollars (l'écart entre 200 000 et 20 000) – le gain est donc beaucoup plus important pour les hauts revenus

---

1. Cf. Palma 2011, notamment pour le ratio entre le décile supérieur (les 10 % des plus hauts revenus) et les quarante déciles inférieurs (les 40 % des plus bas revenus) ; Cobham & Sumner 2014.

2. Cf. Atkinson 2016, p. 74-79, pour un court résumé sur les différents types de revenus et les mesures associées, sans oublier les complications découlant de la nécessité de tenir compte de “la valeur des services publics, comme la santé, l'éducation, les services sociaux, [qui] s'ajoute au revenu disponible pour donner le revenu « élargi » du ménage”, mais aussi de la “distinction entre les gains (et les pertes) accumulés [sur le papier] et réalisés [ventes d'actifs]”. Dans le cadre de notre étude sur le temps long, de telles subtilités peuvent être laissées de côté. Pour la méthodologie relative à la mesure des inégalités, cf. Jenkins & Van Kerm 2009, mais aussi Cowell & Flachaire 2015 (plus technique).

que pour les bas. Le même principe s'applique à la répartition des patrimoines. En fait, il est difficile d'imaginer une croissance économique n'entraînant pas une telle augmentation des inégalités absolues. On peut donc dire que la mesure des inégalités relatives propose une grille de lecture plus prudente, dans la mesure où elle permet de ne pas se focaliser sur l'augmentation constante des écarts de revenus et de patrimoines, au profit d'une analyse de changements multidirectionnels plus subtils dans la répartition des ressources matérielles. Nous respecterons ici cette convention et donnerons la priorité aux mesures étalons des inégalités relatives – le coefficient de Gini et la part des plus hauts revenus –, tout en nous réservant le droit, le cas échéant, de rappeler leurs limites<sup>1</sup>.

En outre, il faut noter – dans le cadre de l'analyse de la répartition des revenus – la sensibilité du coefficient de Gini aux seuils de subsistance et aux niveaux de développement économique. En théorie, il est parfaitement possible qu'une seule personne possède l'ensemble du patrimoine au sein d'une population donnée. En revanche, personne ne peut survivre sans revenus. C'est pourquoi la valeur maximale du coefficient de Gini relatif aux revenus ne peut pas atteindre exactement 1. Plus précisément, elle est limitée par la quantité des ressources qui excèdent celle nécessaire à la satisfaction des besoins élémentaires de subsistance. Cette contrainte est particulièrement forte dans les systèmes économiques à faible revenu, qui ont prédominé tout au long de l'Histoire et qu'on retrouve, aujourd'hui encore, dans certaines parties du monde. Par exemple, dans une société dont le PIB vaut deux fois le besoin élémentaire de subsistance, le coefficient de Gini ne peut pas dépasser 0,5, même si une seule personne parvient à monopoliser tous les revenus au-delà de ce qui, pour les autres, constitue le minimum vital. À des niveaux supérieurs de production, le degré maximal d'inégalités est encore plus limité, non seulement parce que la notion de minimum vital a évolué en conséquence, mais aussi en raison de la difficulté qu'auraient les populations trop appauvries à faire tourner les économies

---

1. Cf. Atkinson & Brandolini 2004, en particulier p. 19 (figure 4) ; Ravallion 2014, p. 835 ; et *infra*, chapitre 16, p. 600. Cf. aussi Milanovic 2019, p. 38-40, qui défend dans son livre l'usage des mesures *relatives*.

avancées. Les coefficients de Gini nominaux doivent être ajustés en conséquence afin de calculer ce qu'on appelle le "taux d'extraction", lequel mesure, *ajustée à un environnement donné, la proportion des inégalités maximales théoriquement possibles réellement atteintes*. Cette question complexe est particulièrement importante lorsqu'on compare des inégalités sur le temps long, mais elle n'a commencé à attirer l'attention que très récemment. Nous l'étudierons plus en détail dans l'appendice, à la fin de l'ouvrage<sup>1</sup>.

Le second problème concerne donc la qualité même des données dont nous disposons. Le coefficient de Gini et la part des plus hauts revenus sont à peu près en accord : le plus souvent, ils évoluent dans le même sens au cours du temps. Mais ils sont tous les deux sensibles aux insuffisances des données qui permettent de les calculer<sup>2</sup>. Les coefficients de Gini de l'époque moderne sont généralement déduits d'enquêtes auprès des ménages, qui permettent d'extrapoler les répartitions nationales, mais ne sont pas particulièrement adaptées à la recension des revenus les plus importants. Même dans les pays occidentaux, les coefficients de Gini nominaux doivent être rehaussés pour tenir compte de la part réelle des revenus les plus élevés<sup>3</sup>. En outre, dans de nombreux pays en développement, les enquêtes sont souvent de qualité insuffisante pour garantir la fiabilité des estimations. Les grands intervalles de confiance servant à définir les marges d'erreur non seulement empêchent la comparaison entre les nations, mais peuvent également compliquer l'observation des évolutions sur le temps long<sup>4</sup>. Les tentatives visant à mesurer la répartition

---

1. Cf. *infra*, p. 631-645.

2. Pour les correspondances entre les coefficients de Gini et la part des plus hauts revenus, cf. Leigh 2007 ; Alvaredo 2011 ; Morelli, Smeeding & Thompson 2015, p. 683-687 ; Roine & Waldenström 2015, p. 503-606, en particulier p. 504 (figure 7.7).

3. Pour le réajustement des coefficients de Gini, cf. en particulier Morelli, Smeeding & Thompson 2015, p. 679, 681-683 ; et *infra*, chapitre 15, p. 579. Pour la nature et la fiabilité des données relatives aux plus hauts revenus, cf. notamment Roine & Waldenström 2015, p. 479-491 ; et les discussions techniques très approfondies des nombreuses contributions à deux ouvrages dirigés par Anthony B. Atkinson et Thomas Piketty (2007a et 2010).

4. Les intervalles de confiance peuvent être consultés à l'adresse suivante : [folt.org/swiid](http://folt.org/swiid) ; cf. aussi *infra*, chapitre 13, p. 535-536.

globale des patrimoines font face à des défis encore plus grands – même dans les territoires où les données abondent, comme aux États-Unis<sup>1</sup>, et donc pas uniquement dans les pays en développement où une partie importante des actifs des élites est cachée à l'étranger<sup>2</sup>. Quant aux parts de revenus, elles sont généralement calculées à partir des sources fiscales, dont la qualité et les caractéristiques varient grandement dans le temps et d'un pays à l'autre, tout en étant sujettes aux distorsions provoquées par l'évasion fiscale. Les faibles taux d'activité dans les pays à plus bas revenu et les définitions (d'ordre politique) de ce qui constitue un revenu imposable introduisent des complexités supplémentaires. Malgré ces difficultés, la compilation et la publication en ligne (dans la base de données WWID) d'une quantité croissante d'informations sur la part des plus hauts revenus ont donné à notre compréhension des inégalités qu'ils génèrent une base plus solide et ont détourné notre attention des mesures comme le coefficient de Gini – quelque peu obscures et qui “prétendent résumer en un unique indicateur numérique l'inégalité complète de la répartition<sup>3</sup>” – pour nous faire préférer des indices éclairant plus finement la concentration des ressources<sup>4</sup>.

Tous ces problèmes sont pourtant dérisoires face à ceux que nous rencontrons lorsque nous cherchons à étendre plus loin dans le passé l'étude des inégalités de revenus et de patrimoines. Pour commencer, les impôts sur le revenu sont rares avant le xx<sup>e</sup> siècle, et, en l'absence d'enquêtes auprès des ménages, le calcul des coefficients de Gini ne peut se faire qu'à l'aide de données indirectes. Avant 1800, l'estimation des inégalités de revenus à travers le

---

1. Wojciech Kopczuk (2015) rend compte des difficultés qu'il y a à mesurer la répartition des patrimoines américains.

2. Pour la dissimulation des richesses, cf. Zucman 2017.

3. Piketty 2013, p. 418.

4. Si certains économistes (cf. Palma 2011, p. 105 ; Piketty 2013, p. 417-420 ; Roine & Waldenström 2015, p. 506) préfèrent analyser les inégalités à partir des parts de revenus et de patrimoines, d'autres (cf. Bergh & Nilsson 2010, p. 492-493, et Ostry, Berg & Tsangarides 2014, p. 12) ont une préférence pour les valeurs du coefficient de Gini fournies par la “base de données normalisée sur les inégalités de revenus à l'échelle mondiale” ou Standardized World Income Inequality Database (SWIID), que nous utilisons nous-mêmes tout au long l'ouvrage, sauf lorsque nous renvoyons à d'autres études.

monde repose exclusivement sur les “tables sociales”<sup>1</sup>2, qui ne sont que des approximations grossières – établies par des spécialistes contemporains ou déduites, quoiqu’avec peu de moyens, par des chercheurs ultérieurs – des revenus perçus par les différents groupes sociaux ou professionnels composant la population. Par chance, dans certaines parties de l’Europe, nous bénéficions, en remontant jusqu’au Moyen Âge classique, d’un nombre croissant de données qui mettent en lumière les conditions de vie dans un certain nombre de villes et de régions : lorsqu’elles ont été conservées, les archives des impôts sur le patrimoine dans les villes françaises et italiennes, celles des taxes locatives aux Pays-Bas et celles des impôts sur le revenu au Portugal nous donnent une idée de la répartition des biens et parfois des revenus ; il en va de même des premiers enregistrements modernes de la dispersion des terres agricoles en France et de la valeur des biens successoraux en Angleterre. En fait, les coefficients de Gini se révèlent d’autant plus utiles que les données dont nous disposons sont éloignées dans le temps. Ils ont notamment servi à analyser : les différents types de propriétés foncières de l’Égypte romaine tardive ; la variation de la taille des maisons, entre le haut et le bas Moyen Âge, en Grèce, en Grande-Bretagne, en Italie, en Afrique du Nord et dans le Mexique aztèque ; la répartition des héritages et des dots dans la société babylonienne ; et même la dispersion des outils de pierre à Çatal Höyük, en Anatolie centrale, l’un des premiers sites proto-urbains connus, dont l’établissement remonte à près de 10 000 ans. L’archéologie nous a même permis de repousser les frontières de l’étude des inégalités

---

1. Source d’information qui remonte aux célèbres tables du généalogiste britannique Gregory King (1648-1712) pour l’Angleterre de 1688, lesquelles y différenciaient trente et une classes sociales (des paysans les plus pauvres aux membres de la cour les plus riches). Cf. également appendice, p. 634.

2. En vogue au XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup> siècle, ces tables tentent de donner “une vision d’ensemble de la structure sociale : elles indiquent les nombres de nobles, de bourgeois, de gentilshommes, d’artisans, de cultivateurs, etc., et le montant estimé de leurs revenus (et parfois de leurs patrimoines), en liaison avec les premières estimations du revenu national et de la fortune nationale réalisées à la même époque [...]. NB : on peut aussi trouver des « tables sociales » beaucoup plus anciennes dans de nombreux pays depuis l’Antiquité” (Piketty 2013, p. 424). (*N.d.T.*)

matérielles jusqu'à l'époque de la dernière période glaciaire, au Paléolithique<sup>1</sup>.

Nous avons également à notre disposition toute une gamme de données qui, si elles ne nous renseignent pas directement sur la question de la répartition, sont connues pour être influencées par les fluctuations des inégalités de revenus, comme l'illustre le ratio entre les rentes foncières et les salaires : dans les sociétés essentiellement agricoles, la variation du coût du travail par rapport à la valeur du capital prédominant tend à refléter la variation des gains relatifs réalisés par les différentes classes sociales ; une valeur croissante de l'indice laisse entendre que les propriétaires fonciers ont prospéré aux dépens des travailleurs et que les inégalités ont augmenté en conséquence. Il en va de même du ratio entre le PIB moyen par habitant et les salaires : plus la part non salariale est grande, plus l'indice est élevé, et plus les revenus sont répartis inégalement. Bien sûr, ces deux méthodes présentent de gros défauts. Les rentes et les salaires rapportés localement peuvent être fiables, mais ne pas être représentatifs d'une population plus large ou d'un pays tout entier ; les estimations du PIB de n'importe quelle société prémoderne impliquent inévitablement de considérables marges d'erreur. Toutefois, en règle générale, de tels indicateurs nous donnent une vague idée des tendances inégalitaires sur le temps long. Les revenus réels, s'ils sont plus faciles à obtenir, sont moins instructifs. En Eurasie occidentale, ce sont désormais 4 000 ans de salaires réels – exprimés en équivalent grains – que nous avons pu répertorier. L'identification, dans le lot, de revenus réels exceptionnellement élevés pour des travailleurs pourrait d'ailleurs être en lien avec une baisse des inégalités. Néanmoins, tant que nous ne pourrons pas replacer les données concernant les salaires réels dans un contexte plus large incluant les valeurs du capital ou le PIB, de tels indicateurs demeureront trop rudimentaires et trop peu fiables pour analyser correctement les inégalités globales de revenus<sup>2</sup>.

---

1. Tout cela sera abordé plus en détail dans les chapitres 9 et 10.

2. Encore une fois, en dépit de leurs défauts, nous nous servirons de tous ces outils, notamment dans les parties I et V. Les données sur les salaires réels, recueillies depuis le Moyen Âge, ont été rassemblées dans la "Liste des fichiers de données historiques – mention Prix et Salaires", mise en ligne

Ces dernières années, des progrès considérables ont été faits dans l'étude des sources fiscales de la période prémoderne et dans la reconstitution des salaires réels, des ratios rentes/salaires, et même des niveaux de PIB. À tel point qu'il n'est pas exagéré de penser qu'une grande partie de ce livre n'aurait jamais pu être écrite il y a vingt ans, voire dix. L'ampleur, la portée et le rythme de ces progrès sont de bon augure pour tous ceux qui travaillent et travailleront à écrire l'Histoire des inégalités de revenus et de patrimoines. Évidemment, pour de longues périodes de l'Histoire humaine, même la plus rudimentaire analyse quantitative de la répartition des ressources matérielles est impossible. Mais cela ne devrait pas nous empêcher d'identifier les symptômes du changement sur le temps long. L'étalage par les élites de leurs richesses est encore l'indicateur des inégalités le plus parlant – quand il n'est pas leur unique marqueur. Lorsque les données archéologiques révélant la prodigalité des élites en matière de logement, d'alimentation ou de sépulture laissent la place à des vestiges plus modestes ou à d'autres signes du recul de la stratification sociale, nous pouvons raisonnablement en déduire que les inégalités ont diminué. Dans les sociétés traditionnelles, les puissantes élites fortunées étaient souvent les seules à détenir assez de revenus ou de richesses pour être en mesure d'essuyer de lourdes pertes, ce dont font précisément état les archives matérielles. Les transformations physiques et physiologiques peuvent aussi constituer des indicateurs de la répartition des ressources, bien que d'autres facteurs, tels que les "charges pathogènes", aient aussi joué un rôle important. Plus nous nous écartons des données qui documentent les inégalités de manière directe, plus nos interprétations deviennent conjecturales. Et pourtant, l'Histoire globale n'est possible qu'à la condition de réussir ce grand écart. Nous nous y emploierons.

Pour ce faire, il nous faudra affronter la grande déclivité de la qualité documentaire, en partant des statistiques détaillées sur les facteurs responsables de la récente augmentation des inégalités de

---

par l'Institut international d'histoire sociale (IISH), situé à Amsterdam : [www.iisg.nl/hpw/data.php](http://www.iisg.nl/hpw/data.php). Pour une analyse des données les plus anciennes, cf. Scheidel 2010. Pour obtenir des données, estimations et hypothèses sur les PIB mondiaux au cours de l'Histoire, cf. Maddison Project : [www.ggdc.net/maddison/maddison-project/home.htm](http://www.ggdc.net/maddison/maddison-project/home.htm).

revenus aux États-Unis pour remonter jusqu'aux vagues indices éclairant le déséquilibre des ressources à l'aube de la civilisation, avec entre les deux une grande variété d'ensembles de données. Relier tout cela dans un récit analytique relativement cohérent constitue un formidable défi (c'est à lui que renvoie, en grande partie, le titre de notre introduction), et la structure que nous avons choisi de donner aux parties de ce livre vise à résoudre au mieux cette difficulté. La première partie suit l'évolution des inégalités depuis nos origines primates jusqu'à notre entrée dans le xx<sup>e</sup> siècle ; elle est donc organisée de façon chronologique (chapitres 1-3).

Tout change dès que nous nous tournons vers nos Quatre Cavaliers, les grands vecteurs du nivellement par la violence. Dans les parties II et III, consacrées aux deux premiers d'entre eux – la guerre et la révolution –, nous commencerons logiquement par le xx<sup>e</sup> siècle puis remonterons le passé : le nivellement par la guerre de masse et par la révolution transformatrice est en effet un attribut de la modernité. La Grande Compression des années 1910 aux années 1940 est non seulement, et de loin, la meilleure illustration de ce processus, mais elle en est également le paradigme (chapitres 4-5). Dans un troisième temps, nous chercherons des antécédents historiques à ces ruptures violentes, en interrogeant aussi bien la guerre de Sécession que l'Antiquité chinoise, grecque et romaine, la Révolution française et les innombrables révoltes qui ont émaillé la période prémoderne (chapitres 6-8). Nous emploierons ce même procédé lorsque nous aborderons la question de la guerre civile à la fin du chapitre 6, en partant des conséquences, à notre époque, de ce type de conflit dans les pays en développement pour remonter jusqu'à la fin de la République romaine. Cette démarche permettra d'établir – avant de les examiner à la lumière d'un passé plus lointain – des modèles de nivellement par la violence solidement étayés par les données modernes.

Dans les parties IV et V, nous fonctionnerons d'une manière pratiquement analogue, à ceci près qu'il ne s'agira pas d'aller du plus récent au plus ancien, mais des épisodes les mieux documentés aux événements les moins sourcés. La partie IV poussera au maximum la logique de ce procédé en abordant la question de

la faillite étatique et de l'effondrement des systèmes de manière totalement achronique. La chronologie importe peu lorsqu'il s'agit d'analyser des phénomènes en grande partie circonscrits à l'Histoire prémoderne. Les dates des cas particuliers comptent moins que la nature des données historiques et les progrès de nos connaissances, qui varient tous deux considérablement à travers le temps et l'espace. Nous ouvrirons donc cette partie par quelques exemples parfaitement attestés, comme la chute de l'empire des Tang en Chine ou celle de l'Empire romain d'Occident, avant d'analyser plus brièvement d'autres cas, comme l'effondrement de l'Égypte ramesside, de l'Empire hittite d'Anatolie ou de la civilisation mycénienne (chapitre 9). La partie V, consacrée aux grandes épidémies, s'ouvrira sur le cas le mieux documenté, la peste noire du Moyen Âge tardif (chapitre 10), s'intéressera à des épisodes moins connus – notamment celui des Amériques d'après 1492 – et souvent plus anciens (chapitre 11). Le raisonnement reste le même : établir les mécanismes clés d'un nivellement par la violence – provoqué cette fois par une mortalité massive d'ordre épidémique – en profitant des meilleures données disponibles, et rechercher ailleurs et en d'autres temps des occurrences analogues. Dans la partie VI, où il sera question des solutions alternatives au nivellement par la violence, l'approche sera essentiellement thématique, puisqu'il s'agira d'évaluer l'efficacité de différents facteurs de réduction pacifique des inégalités (chapitres 12-13) avant de soumettre l'Histoire à l'analyse de scénarios contrefactuels (chapitre 14). Enfin, la partie VII reviendra au principe chronologique de la partie I, encadrant avec elle la vaste étude thématique que nous venons d'exposer : elle partira de la récente résurgence des inégalités (chapitre 15) pour nous projeter dans un avenir proche, puis lointain, à la recherche des nivellements de demain (chapitre 16).

Cet ouvrage, qui nous fait voyager du Japon d'Hirohito à l'Athènes de Périclès, ou des Mayas des plaines à l'actuelle Somalie, risque de dérouter certains de mes collègues historiens – moins, espérons-le, les lecteurs de sciences sociales. Nous l'avons dit, c'est un sacré défi que de vouloir explorer l'Histoire globale des inégalités. Si nous voulons identifier les forces de nivellement dans les documents légués par l'Histoire, nous devons trouver

le moyen de jeter un pont entre les différentes disciplines académiques et plus largement entre les différents champs de recherche et de spécialisation, et surmonter les énormes disparités qualitatives et quantitatives des données dont nous disposons. Le temps long en Histoire appelle des solutions d'analyse peu orthodoxes.

### Ne pas baisser les bras

La première question qui vient à l'esprit est assez simple : s'il est si difficile d'étudier la dynamique des inégalités sur le temps long et à travers des cultures très différentes, pourquoi s'y essayer ? Répondre à cette question implique d'en poser deux autres, aussi distinctes que connexes : le sujet des inégalités économiques est-il crucial aujourd'hui et leur Histoire mérite-t-elle d'être explorée ? Le philosophe américain Harry Frankfurt, professeur émérite à l'université de Princeton, célèbre pour son *De l'art de dire des conneries*<sup>1</sup>, ouvre le premier chapitre de son autre petit traité, *De l'inégalité*<sup>2</sup>, en déclarant son désaccord avec les mots de Barack Obama cités au début de cette introduction : "Or, à mon avis, notre principal problème n'est pas que les revenus des Américains soient si *inégaux*, mais que l'on dénombre tant de *pauvres* parmi nos concitoyens<sup>3</sup>." Certes, le critère de pauvreté est variable : il n'est pas forcément le même, par exemple, aux États-Unis et en Afrique centrale ; parfois, il dépend directement des inégalités (au Royaume-Uni, le seuil de pauvreté officiel est défini comme une fraction du revenu médian), mais le plus souvent, il correspond à un standard absolu, tel que le seuil international de pauvreté, fixé par la Banque mondiale à 1,25 dollar par jour (après indexation sur les prix de 2005), ou la référence au panier moyen en biens de consommation américain. Quelle que soit sa définition, tout le monde s'accorde à dire que la pauvreté n'est pas souhaitable : le défi consiste à démontrer que les inégalités de revenus

1. *On Bullshit* (Princeton University Press, 2005 ; trad. fr. 10/18, 2006). (N.d.T.)

2. *On Inequality* (Princeton University Press, 2015 ; trad. fr. Genève, Markus Haller, 2017). (N.d.T.)

3. Frankfurt 2017, p. 17.

et de patrimoines en tant que telles – plutôt que la pauvreté ou les grandes fortunes, qui peuvent y être associées – ont des effets délétères sur nos vies à tous<sup>1</sup>.

L'effet des inégalités sur la croissance économique est la chose la plus dure à déterminer. Les économistes n'ont cessé de constater à quel point cette relation était difficile à mesurer et combien la complexité théorique du problème n'a pas toujours été en phase avec ce qui était constaté empiriquement par les chercheurs<sup>2</sup>. Pour autant, un certain nombre d'études affirment qu'à des niveaux d'inégalités plus élevés sont bel et bien associés des taux de croissance plus faibles, et, inversement, il a été constaté qu'une baisse des inégalités de revenus disponibles entraînait non seulement une croissance plus rapide, mais aussi des périodes de croissance plus longues. En fait, les inégalités semblent être particulièrement préjudiciables à la croissance des économies développées<sup>3</sup>. Certains soutiennent même la thèse, très controversée, selon laquelle ce sont les fortes inégalités au sein des ménages américains qui ont favorisé la bulle du crédit et, par là même,

---

1. En tant qu'historien, nous aimons à penser que tout fait historique mérite d'être exploré et qu'on en est toujours récompensé par la connaissance qu'on en a. Mais quand c'est le monde dans lequel nous vivons qui est en jeu, certaines questions peuvent paraître plus importantes que d'autres.

2. Cf. Bourguignon 2015, p. 139-140 ; Voitchovsky 2009, p. 562 (tableau 22.11), pour un aperçu de ces observations contradictoires, et p. 569.

3. Parmi les études qui rendent compte des conséquences négatives des inégalités sur la croissance, citons Easterly 2007 ; Cingano 2014 ; Ostry, Berg & Tsangarides 2014, en particulier p. 16 et 19. Une autre étude a montré l'effet d'une hausse de la part des 20 % des plus hauts revenus sur le taux de croissance dans les cinq ans qui suivent ladite hausse (cf. Dabla-Norris *et al.* 2015, p. 7). À noter également que l'augmentation des inégalités de revenus dans dix-neuf pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) entre 1985 et 2005 y a réduit la croissance cumulée moyenne de 4,7 points de pourcentage entre 1990 et 2010 (cf. OCDE 2015, p. 59-100, et en particulier p. 67). Une étude menée sur cent quatre pays suggère qu'entre 1970 et 2010 la croissance des inégalités de revenus a eu tendance à augmenter le PIB par habitant (tout comme le capital humain) dans les pays à faible revenu, mais a eu l'effet contraire dans les pays à revenu moyen ou élevé (cf. Brueckner & Lederman 2015). Cela va dans le même sens qu'une étude antérieure qui ne lui a trouvé d'effets négatifs sur le développement économique que dans les économies avancées (cf. Malinen 2012). Si nous nous bornons strictement à étudier les inégalités *via* la taille relative

ouvert la voie à la Grande Récession de 2008 – les ménages à plus bas revenus ayant pu obtenir des crédits (en partie alimentés par l’accumulation du capital au sommet) en vue de vivre, ou d’essayer de vivre, comme les ménages plus aisés<sup>1</sup>. D’un autre côté, dans des conditions de prêt plus restrictives, les inégalités de patrimoines désavantageraient les ménages à faibles revenus en bloquant leur accès au crédit<sup>2</sup>.

Au sein des pays développés, plus les inégalités sont fortes, plus la mobilité économique entre les générations est faible<sup>3</sup>. Les patrimoines et les revenus des parents influençant considérablement le niveau de scolarité et de revenus des enfants, les inégalités tendent à se perpétuer, et ce d’autant plus qu’elles sont élevées<sup>4</sup>. Il en résulte une ségrégation résidentielle par le revenu. Depuis les années 1970, aux États-Unis, la croissance de la population dans les aires urbaines à forts et à faibles revenus, parallèlement au rétrécissement des aires urbaines à revenu moyen, a donné lieu à une polarisation<sup>5</sup> croissante. En particulier, les quartiers aisés se sont davantage isolés, au risque d’accélérer la concentration des ressources – y compris celles des services publics financés

---

de la fortune des milliardaires, seules les inégalités de patrimoines produites par les fortunes en lien avec le pouvoir politique ont eu des effets négatifs significatifs sur la croissance (cf. Bagchi & Svejnar 2015).

1. Cf. Van Treeck 2014.

2. Cf. Bowles 2012a, p. 34-72 ; Bourguignon 2015, p. 131-132.

3. Cf. Björklund & Jäntti 2009 ; Corak 2013, p. 82 (figure 1) ; Jäntti & Jenkins 2015, p. 889-890, et en particulier p. 890 (figure 10.13). De grandes différences existent au sein de l’OCDE : les États-Unis et le Royaume-Uni font état à la fois de fortes inégalités et d’une faible mobilité économique, tandis qu’on constate l’inverse dans les pays scandinaves (cf. OCDE 2010, p. 181-198).

4. Anders Björklund et Markus Jäntti (2009, p. 502-504) observent que les antécédents familiaux ont eu, sur le statut économique, une influence plus forte en Amérique qu’en Scandinavie, bien que de plus larges études transnationales ne laissent parfois entrevoir que de faibles effets. Selon une autre analyse, plus les sociétés dans lesquelles les hommes ont grandi pendant les années 1970 ont été inégalitaires, plus leur mobilité sociale s’est révélée réduite à la fin des années 1990 (cf. Andrews & Leigh 2009). Cf. également Bowles & Gintis 2002 ; Autor 2014, p. 848.

5. En économie, depuis 1980, la notion de “polarisation” désigne l’écart entre les riches et les pauvres. (*N.d.T.*)

localement – et, en conséquence, de porter préjudice aux “chances de vie” des enfants et à la mobilité intergénérationnelle<sup>1</sup>.

Dans les pays en développement, certains types d’inégalités de revenus augmentent les risques de conflits sociaux et de guerre civile<sup>2</sup>. Dans les sociétés à haut revenu, les inégalités ont des conséquences moins radicales. Aux États-Unis, elles auraient une incidence sur le processus politique en permettant aux nantis d’exercer plus facilement leur influence<sup>3</sup> : on est cependant en droit de se demander si ce n’est pas la seule présence des grandes fortunes qui explique ce phénomène. D’autres études constatent que les niveaux de bonheur déclarés sont plus faibles là où les inégalités sont élevées<sup>4</sup>. Seule la santé semble ne pas être affectée par la répartition des ressources, mais l’inverse n’est pas vrai : alors que les différences en matière de santé génèrent des inégalités de revenus, le contraire reste à démontrer<sup>5</sup>.

Toutes ces études ont en commun de s’intéresser exclusivement aux conséquences pratiques des inégalités matérielles et aux raisons “instrumentales” qu’il y a à s’en soucier. Les différentes

---

1. Pour une analyse de la ségrégation résidentielle, cf. Reardon & Bischoff 2011a et 2011b ; et pour en évaluer les conséquences sur la scolarité, cf. Kozol 2005. Pour avoir l’avis d’un conservateur sur cette question, cf. Murray 2012. Selon une autre étude, quelles que soient les variations des inégalités économiques, la mobilité sociale, sur le temps long, serait globalement modérée dans un large éventail de sociétés (cf. Clark 2014).

2. Cf. *infra*, chapitre 6, et Bourguignon 2015, p. 133-134.

3. Cf. Gilens 2012.

4. Cf. Van Praag & Ferrer-i-Carbonell 2009, p. 374. Sur l’effet des inégalités sur le bien-être subjectif et sur les comportements, cf. Clark & D’Ambrosio 2015.

5. Cf. Leigh, Jencks & Smeeding 2009, ainsi que O’Donnell, Van Doorslaer & Van Ourti 2015. En revanche, l’écart entre les espérances de vie des différents groupes socioéconomiques s’est creusé aux États-Unis et dans plusieurs pays d’Europe occidentale (Bosworth, Burtless & Zhang 2016, p. 62-69).

6. Anthony B. Atkinson (2016, p. 43-48) distingue les *raisons “instrumentales”* justifiant qu’on se soucie des inégalités (la lutte contre les inégalités étant aussi un instrument de lutte contre “le manque de cohésion sociale, la hausse de la criminalité, la mauvaise santé, les grossesses adolescentes, l’obésité et une large gamme de problèmes sociaux”) des *raisons “intrinsèques”*, qui “peuvent être formulées dans le cadre d’une théorie générale de la justice”. Cf. également Frankfurt 2017.

objections à une répartition inéquitable des ressources reposent sur une éthique normative et des notions de justice sociale qui dépassent le cadre de notre étude, mais qui, dans un débat trop souvent dominé par des préoccupations économiques, méritent une meilleure attention. Toutefois, même sur la base d'un raisonnement purement "instrumental", il ne fait aucun doute que, au moins dans certaines situations, des niveaux élevés d'inégalités et une disparité croissante des revenus et des patrimoines portent atteinte au développement économique et social. Mais qu'est-ce qui constitue un niveau "élevé", et comment savons-nous si les déséquilibres "croissants" sont une nouveauté pour la société contemporaine ou s'ils ne font que nous rapprocher de conditions couramment observées dans l'Histoire ? Existe-t-il, pour reprendre le terme de François Bourguignon, un niveau "normal" d'inégalités auquel les pays qui connaissent des inégalités croissantes devraient aspirer à revenir ? Et si, comme dans de nombreuses économies développées, les inégalités sont plus élevées aujourd'hui qu'il y a quelques décennies, mais inférieures à celles d'il y a un siècle, en quoi cela peut-il nous aider à mieux comprendre ce qui détermine précisément la répartition des revenus et des patrimoines ?

Au cours de l'Histoire, des baisses significatives d'inégalités ont rarement été enregistrées : celles-ci n'ont généralement pas cessé d'augmenter ou d'être élevées et relativement stables. Pourtant, les projets politiques visant à endiguer ou à inverser la tendance à la hausse des inégalités montrent à quel point cet arrière-plan historique est méconnu ou négligé. Cela se justifie-t-il ? Notre époque est-elle devenue si fondamentalement différente, s'est-elle si complètement détachée de ses origines agricoles et démocratiques que nous n'ayons plus rien à apprendre de l'Histoire ? Il faut admettre que beaucoup de choses ont changé : les populations à faibles revenus des économies riches vivent généralement mieux que la plupart des gens dans le passé, et même les

---

1. Dans un souci d'impartialité, François Bourguignon (2015, p. 163) applique prudemment des guillemets au concept de "niveau d'inégalité « normal »", tout en définissant ainsi les conditions qui prévalaient "avant les deux ou trois dernières décennies".

habitants les plus défavorisés des pays les moins développés vivent plus longtemps que leurs ancêtres. La vie de ceux qui subissent les inégalités est, à bien des égards, très différente aujourd'hui de ce qu'elle était hier.

Mais ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas le développement économique ou, plus généralement, le développement humain, c'est la manière dont les fruits de la civilisation sont répartis, ce qui explique qu'ils le soient ainsi, et ce qu'il faudrait faire pour changer la donne. Ce livre vise à montrer que les forces qui ont eu l'habitude de forger les inégalités n'ont pas radicalement évolué. Si nous souhaitons rééquilibrer la répartition actuelle des revenus et des patrimoines en faveur d'une plus grande égalité, nous ne pouvons pas simplement fermer les yeux sur ce qu'il en a coûté jadis. Nous devons nous demander si les grandes inégalités ont déjà diminué sans grande violence, s'il existe d'autres manières, pacifiques, d'aboutir à un Grand Nivellement, et si demain a des chances d'être différent d'hier – que les réponses nous plaisent ou non.

I

UNE BRÈVE HISTOIRE DES INÉGALITÉS

---



## ÉMERGENCE ET MONTÉE DES INÉGALITÉS

---

### À l'aube du nivellement

Les inégalités ont-elles toujours fait partie de notre existence ? Nos plus proches parents non humains, les grands singes africains – gorilles, chimpanzés et bonobos – vivent dans des groupes extrêmement hiérarchisés. Les gorilles mâles, une fois adultes, se divisent en une minorité de dominants (chacun dotés d'un harem) et une majorité de dominés dépourvus du droit de s'accoupler. Les gorilles à dos argenté dominent non seulement les femelles de leur groupe, mais aussi tous les mâles qui y sont restés après avoir atteint la maturité. Chez les chimpanzés – mâles surtout, mais aussi femelles –, les rivalités de statut font dépenser une énergie considérable. Les brutalités et les démonstrations agressives de domination s'accompagnent d'un large éventail de comportements de soumission de la part de ceux qui occupent les échelons inférieurs de la hiérarchie. La vie à l'intérieur de ces groupes de cinquante ou cent individus est d'autant plus stressante que la question du rang y est centrale : une place spécifique étant dévolue à chacun, tous cherchent inlassablement à progresser dans la hiérarchie. Il n'y a pas d'autre issue, car quitter un groupe pour fuir un dominant trop tyrannique, c'est courir le risque d'être tué par d'autres mâles dans d'autres groupes à la périphérie. Ainsi ont-ils tendance à demeurer sur place – et à se soumettre ou à entrer en rivalité. Faisant écho au phénomène de circonscription sociale<sup>1</sup>, invoqué

---

1. La théorie de la circonscription sociale, introduite par l'anthropologue américain Napoleon A. Chagnon, est une adaptation de la théorie de la

pour expliquer la création de la hiérarchie chez les humains, cette puissante contrainte contribue à affermir les inégalités.

Leurs plus proches parents, les bonobos, renvoient une image beaucoup plus apaisée, mais comptent également des mâles et des femelles alpha. Considérablement moins violents et moins enclins à l'agressivité que les chimpanzés, ils n'en sont pas moins organisés hiérarchiquement. Bien que l'ovulation cachée<sup>1</sup> et l'absence de domination systématique des femelles par les mâles réduisent les conflits violents liés aux opportunités d'accouplement, c'est dans la compétition alimentaire entre mâles que se manifeste la hiérarchie. Chez ces trois espèces, les inégalités surgissent dès qu'il est question de l'accès à la nourriture (en cela, la proximité avec nos disparités de revenus est grande), mais elles sont surtout visibles en matière de succès reproducteur. La hiérarchie de dominance y est typique : le sommet est occupé par les mâles les plus grands, les plus forts, les plus agressifs, qui consomment le plus et qui ont des rapports sexuels avec la plupart des femelles<sup>2</sup>.

Il est peu probable que ces caractéristiques partagées aient évolué uniquement après la séparation entre ces trois espèces et la branche ancestrale. Ce processus, engagé il y a environ 11 millions d'années avec l'émergence des gorilles, s'est poursuivi 3 millions d'années plus tard avec la séparation entre l'ancêtre commun

---

circonscription environnementale développée par Robert L. Carneiro, dont il sera question un peu plus loin (cf. *infra*, p. 75). Elle part du principe qu'une forte densité de population dans une région donnée pousse ceux qui en occupent le centre à vivre dans la guerre et dans la soumission aux chefs, faute de pouvoir s'échapper facilement du lieu où ils vivent et qui est circonscrit par les groupes en périphérie (cf. Yehudi A. Cohen, "Carneiro: a theory of the origin of the state", in Yehudi A. Cohen (dir.), *Man in Adaptation* [1968], New York, Aldine de Gruyter, 1974, p. 425). (*N.d.T.*)

1. Contrairement à la plupart des autres singes, les femelles bonobos dissimulent leur période d'ovulation en affichant une réceptivité sexuelle quasi permanente, ce qui a pour effet de réduire la compétition entre les mâles. (*N.d.T.*)

2. Pour en savoir plus sur le sujet, cf. Boehm 1999, p. 16-42. Cet ouvrage de référence explique notamment pourquoi les relations sociales, chez ces trois espèces, peuvent être dites (plus ou moins) "despotiques" (p. 130-137). Notez que, même chez les primates non humains, un choc violent donnant lieu à une mortalité massive est susceptible d'adoucir les hiérarchies et de réduire les brutalités liées aux rangs (cf. Sapolsky & Share 2004).

aux chimpanzés et aux bonobos et les premiers ancêtres des australopithèques et des humains. Pour autant, les inégalités qui devaient leur expression à un marquage social n'ont peut-être pas été toujours présentes chez les primates. La hiérarchie est une fonction de la vie en groupe, et nos parents primates plus éloignés, et plus tôt séparés de la branche commune, sont aujourd'hui moins sociaux et vivent seuls, ou alors dans des groupes de très petite taille ou temporaires. C'est le cas des gibbons, dont les ancêtres se sont séparés des grands singes il y a environ 22 millions d'années, ainsi que des orangs-outans, premiers grands singes à subir la spéciation il y a environ 17 millions d'années et désormais confinés en Asie<sup>1</sup>. À l'inverse, la vie en société hiérarchisée est typique des genres africains – dont le nôtre – appartenant à cette famille taxinomique. Cela suppose que l'ancêtre commun le plus récent des gorilles, des chimpanzés, des bonobos et des humains présentait déjà ce trait de caractère, sous une forme ou sous une autre, contrairement à certains ancêtres plus lointains<sup>2</sup>.

L'analogie avec d'autres espèces de primates peut sembler déroutante pour traiter des inégalités chez les premiers homininsés et chez les humains. La meilleure preuve indirecte que nous ayons du bien-fondé de cette analogie nous vient de données (en l'occurrence des squelettes) sur le dimorphisme sexuel de stature, indiquant dans quelle mesure les individus matures d'un des deux sexes – en l'occurrence, le sexe mâle – sont plus grands, plus lourds et plus forts que les autres. Chez les gorilles comme chez les lions de mer (les plus grosses des otaries), les fortes inégalités entre mâles avec et sans harem, ainsi qu'entre mâles et femelles sont associées à un haut degré de dimorphisme de stature. À en juger par les fossiles qui ont été découverts, le dimorphisme sexuel des homininsés préhumains – australopithèques et paranthropes, dont l'origine remonte à plus de 4 millions d'années – semble avoir été

---

1. Pour ces dates de spéciation, cf. Pozzi *et al.* 2014, p. 177 (figure 2), l'étude la plus récente et la plus complète sur le sujet quand nous écrivions ces lignes. Les recherches à venir pourraient bien modifier ces estimations : seulement trois ans plus tôt, un ouvrage indiquait des dates significativement plus tardives (cf. Tinh *et al.* 2011, p. 4).

2. Cf. Boehm 1999, p. 154.

plus grand que celui des humains. Bien que cela ait récemment fait l'objet de discussions, il est de tradition d'admettre que chez certaines des premières espèces (*Australopithecus afarensis* et *Australopithecus anamensis*, apparus il y a 3 à 4 millions d'années) les mâles avaient sur les femelles un avantage de masse corporelle de plus de 50 % – supérieur à celui des espèces plus tardives qui occuperaient une position intermédiaire entre ces premiers représentants et les humains<sup>1</sup>. Avec l'entrée en scène, il y a plus de 2 millions d'années, de l'*Homo erectus*, au cerveau plus volumineux, le dimorphisme sexuel de stature avait déjà diminué jusqu'à atteindre le niveau relativement modeste que nous observons aujourd'hui<sup>2</sup>. Dans la mesure où le degré de dimorphisme était soit corrélé à la prédominance de la compétition entre les mâles pour conquérir les femelles, soit déterminé par la sélection sexuelle effectuée par les femelles, des différences réduites entre les sexes peuvent être le signe d'une moindre variabilité du succès reproducteur chez les mâles. Selon cette grille de lecture, l'évolution a atténué les inégalités entre les mâles et entre les sexes. Pour autant, des inégalités de reproduction plus élevées chez les hommes que chez les femmes ont persisté, parallèlement à des niveaux modérés de reproduction polygyne<sup>3</sup>.

D'autres évolutions, vraisemblablement intervenues il y a 2 millions d'années, sont supposées avoir aidé à diminuer les inégalités. Les modifications cérébrales et physiologiques qui ont favorisé la

---

1. Cf. Klein 2009, p. 197.

2. J. Michael Plavcan (2012, p. 49-50) rejette l'idée – défendue *in* Reno, McCollum, Meindl & Lovejoy 2010 et *in* Reno & Lovejoy 2015 – que ce moindre dimorphisme sexuel, comparable aux niveaux de dimorphisme de l'humain moderne, soit déjà présent chez l'*Australopithecus afarensis*. Sur le même sujet, cf. Shultziner *et al.* 2010, p. 330-331. Pour une comparaison entre le dimorphisme sexuel chez les humains et celui observé chez d'autres singes, et pour une discussion sur leurs causes probables, cf. Plavcan 2012, p. 47 (figure 1) et 50-58.

3. La reproduction polygyne fait référence à l'accouplement d'un mâle avec plusieurs femelles (principe du harem). (*N.d.T.*)

Damian Labuda *et al.* (2010) et G. David Poznik *et al.* (2013, p. 565) ont démontré génétiquement l'existence d'une polygynie modérée chez l'homme moderne. Samuel Bowles (2006) pense que c'est une plus grande égalité en matière de reproduction qui a favorisé, chez l'homme, l'évolution de l'altruisme.

coopération dans la reproduction<sup>1</sup> et dans l'alimentation auraient fait barrage à l'agressivité des dominants et atténué les hiérarchies au sein des groupes particulièrement peuplés. Des changements dans la manière d'utiliser la violence ont peut-être contribué à ce processus. Tout ce qui a aidé les dominés à résister aux dominants aurait réduit les pouvoirs de ces derniers et donc globalement diminué les inégalités. La création de coalitions entre hommes de condition inférieure était un moyen d'y parvenir, l'utilisation d'armes de jet en était un autre. Les combats rapprochés – qu'ils aient été menés à mains nues et avec les dents, ou à l'aide de bâtons et de pierres – étaient à l'avantage des plus forts et des plus agressifs. Les armes ont commencé à jouer un rôle dans la réduction des inégalités dès qu'elles ont pu être utilisées à distance.

Il y a environ 2 millions d'années, des modifications anatomiques dans l'épaule ont permis pour la première fois aux hommes de lancer avec efficacité des pierres et d'autres types de projectiles – une compétence inaccessible aux espèces antérieures et dont sont toujours privés aujourd'hui les autres primates<sup>2</sup>. Cette adaptation a non seulement favorisé l'art de la chasse, mais elle a également donné aux individus gamma (dominés) la possibilité de rivaliser plus facilement avec les individus alpha (dominants). L'étape suivante a été marquée par la fabrication de la lance, suivie d'améliorations comme le durcissement des pointes par le feu et, plus tard, l'apparition de la pointe en pierre. La domestication du feu remonte peut-être à 800 000 ans, et la technologie de la transformation de la matière par la chaleur à au moins 160 000 ans<sup>3</sup>. L'apparition, il y a environ 70 000 ans en Afrique du Sud, de fléchettes ou de flèches munies de pointes en pierre a été l'ultime étape de ce long processus de développement des armes de jet<sup>4</sup>. Si primitives qu'elles puissent sembler aux observateurs

---

1. La coopération dans la reproduction, également appelée reproduction communautaire, consiste, pour un ou plusieurs individus, à favoriser, aux dépens de leur propre reproduction, celle d'autres individus de la même espèce. (*N.d.T.*)

2. Cf. Roach, Venkadesan, Rainbow & Lieberman 2013.

3. Cf. Marean 2015, p. 543, 547.

4. Cf. Henshilwood *et al.* 2001 et Brown *et al.* 2012. Christopher Boehm (1999, p. 174-181) attribue à ces évolutions de considérables effets sur la

modernes, ces armes récompensaient l'habileté – non la taille, la force et l'agressivité. En outre, elles encourageaient à frapper en premier et favorisaient les embuscades et la coopération entre les individus les plus faibles. Le développement des fonctions cognitives s'est révélé indispensable pour améliorer la précision du lancer, perfectionner les armes et renforcer les coalitions. Il y a 100 000 à 300 000 ans, la maîtrise totale du langage a fini par faciliter la constitution d'alliances plus élaborées et par renforcer les notions de valeur morale<sup>1</sup>. Une grande partie de la chronologie de ces transformations sociales demeure cependant assez floue : elles auraient émaillé les deux derniers millions d'années, ou auraient principalement concerné notre espèce, c'est-à-dire l'homme anatomiquement moderne, l'*Homo sapiens*, apparu en Afrique il y a au moins 200 000 ans<sup>2</sup>.

Ce qui importe ici, c'est l'issue de cette adaptation : l'aptitude progressive des individus de statut inférieur à se mesurer aux mâles alpha, à laquelle les primates non humains n'ont jamais eu accès. Lorsque des individus dominants intégraient des groupes dont les membres, armés de projectiles, étaient capables d'exercer une influence en formant des coalitions, la domination par la force brutale et l'intimidation n'était plus une option. Si cette hypothèse est correcte – et, en l'espèce, notre raisonnement ne peut être que conjectural –, alors la violence et, plus particulièrement, les nouvelles stratégies visant à l'organiser et à en brandir la menace ont joué un rôle déterminant, voire décisif, dans le premier grand nivellement de l'Histoire des hommes. L'évolution biologique et sociale de l'espèce humaine avait donné naissance à un équilibre

---

réduction des inégalités, suivi récemment par Peter Turchin (2016b, p. 95-111). Cf. aussi Shultziner *et al.* 2010, p. 329.

1. Cf. Marean 2015, p. 542. Christopher Boehm (1999, p. 181-183 et 187-191) met l'accent sur le potentiel du langage et de la morale pour réduire les inégalités.

2. Christopher Boehm (1999, p. 195-196 et 198) penche davantage pour des changements relativement récents et soudains, tandis que Benoît Dubreuil (2010, p. 55-90) et Doron Shultziner *et al.* (2010, p. 329-331) privilégient l'hypothèse de changements plus anciens. Les plus vieux restes fossiles découverts d'*Homo sapiens* datent d'environ 195 000 ans (McDougall, Brown & Fleagle 2005), ce qui concorde avec une récente analyse génétique estimant que cette spéciation date d'un peu plus de 200 000 ans (Elhaik *et al.* 2014).

égalitaire. Les groupes étaient encore trop restreints, les capacités de production trop similaires entre les individus, et les conflits intergroupes et la notion de territoire trop embryonnaires pour que la soumission à une minorité fût, aux yeux d'une majorité, le choix le moins mauvais. Les formes érodées de domination et de hiérarchie animales n'avaient pas encore été remplacées par de nouveaux types d'inégalités fondés sur la domestication, la propriété et la guerre<sup>1</sup>. Ce monde a largement disparu, même s'il en reste quelques survivances. Caractérisées par de faibles niveaux d'inégalités de ressources et une solide éthique égalitaire, les rares populations de chasseurs-cueilleurs toujours existantes donnent une idée, quoique limitée, de la dynamique égalitaire qui prédominait au Paléolithique moyen et au Paléolithique supérieur<sup>2</sup>.

Les puissantes contraintes logistiques et infrastructurelles qui pèsent sur ces sociétés prédatrices sont un frein aux inégalités<sup>3</sup> : tout d'abord, le mode de vie nomade et l'absence de bêtes de somme limitent fortement l'accumulation des possessions matérielles ; ensuite, la taille réduite ainsi que la composition fluctuante des groupes qui partent en quête de nourriture ne sont pas propices au maintien de relations inégalitaires, par-delà les disparités de pouvoir qu'induisent l'âge et le sexe. En outre, le caractère égalitaire de ces populations prédatrices est fondé sur le rejet délibéré de toutes tentatives de domination. Cette disposition est capitale pour faire obstacle à la tendance naturelle qu'ont les hommes à établir des hiérarchies : ainsi un nivellement actif est-il opéré pour garantir à tous le maintien d'une situation équitable<sup>4</sup>. De nombreuses manières d'imposer ces valeurs égalitaires ont été documentées par les anthropologues, qui les ont classées par degré de sévérité. Quémander, vivre sur le dos des autres et voler sont autant de comportements qui permettent d'assurer une distribution plus équitable des ressources. En revanche, tout type de comportement autoritaire ou d'autoglorification donne lieu à une sanction, qui va du ragot, de la simple critique, de la

---

1. Nous en nuancerons l'idée un peu plus loin, p. 55-56.

2. Par convention, ces périodes désignent un âge compris entre – 300 000 ans environ et les débuts de l'agriculture.

3. Cf. Shultziner *et al.* 2010, p. 327.

4. Cf. Boehm 1999, p. 37, 39.

moquerie et de la désobéissance à l'ostracisme, voire à la violence physique et à l'homicide<sup>1</sup>. Par conséquent, le leadership a tendance à être discret, bref et partagé entre plusieurs membres du groupe ; et la personne la moins autoritaire a toutes les chances d'être la plus influente. Cette économie morale si caractéristique a été appelée "hiérarchie de dominance inversée" : fonctionnelle chez les hommes adultes (qui dominent généralement femmes et enfants), elle est une forme de neutralisation préventive et continue de l'autorité.

Il existe, en Tanzanie, une tribu de quelques centaines de chasseurs-cueilleurs, les Hadza, dont les membres, qui partent seuls en quête de nourriture, préfèrent largement réserver le fruit de leur prédation à leur ménage. Mais cette tendance n'empêche pas le partage de la nourriture au-delà de chaque foyer. C'est du reste attendu et assez fréquent, surtout lorsque les vivres sont difficilement dissimulables. Le miel est facile à cacher, par exemple, mais s'il est découvert, la famille est obligée de le partager. Il n'est d'ailleurs pas interdit de se laisser entretenir par les autres. La pratique est répandue. Par conséquent, si les individus préfèrent manifestement garder leur nourriture pour eux-mêmes et leur parenté immédiate, les normes sociales s'y opposent : le partage est d'autant plus fréquent que l'absence de domination rend son refus difficile. Des ressources périssables comme le gros gibier peuvent même être partagées au-delà du camp, avec l'extérieur. Les réserves ne sont pas valorisées, dans la mesure où la nourriture disponible est le plus souvent consommée sans délai, au détriment des personnes absentes au moment de la distribution. En conséquence, les Hadza ont seulement d'infimes possessions : un bâton à fouir, parfois une marmite pour les femmes, un arc et des flèches, des vêtements et des bijoux, peut-être quelques outils pour les hommes. Du reste, beaucoup de ces biens ne sont pas particulièrement durables, et les propriétaires n'y sont pas très attachés. La propriété, au-delà de ça, n'existe pas, et le territoire occupé n'est pas défendu. La dispersion de l'autorité ou

---

1. Cf. Boehm 1999, p. 43-89 ; cf. aussi, en plus succinct, Shultziner *et al.* 2010, p. 325-327 ; Kelly 2013, p. 243-244 ; Boix 2015, p. 46-51 ; Morris 2015, p. 33-43.

l'absence d'autorité font qu'il est difficile de prendre une décision collective, sans parler de la faire respecter. Pour toutes ces raisons, les Hadza sont parfaitement représentatifs des tribus prédatrices encore existantes<sup>1</sup>.

La combinaison d'un mode de subsistance reposant sur la prédation et d'une économie morale égalitaire constitue un formidable rempart à toute forme de développement, étant donné que – pour favoriser l'innovation et la production de surplus – la croissance économique a besoin d'un certain degré d'inégalités. Sans croissance, il n'y a guère de surplus à s'approprier, et pas davantage à transmettre<sup>2</sup>. L'économie morale a empêché la croissance, et l'absence de croissance a empêché la production d'excédents et leur concentration. Il ne faut pas en déduire pour autant que ce type de société pratique un semblant de communisme : la consommation n'est pas équilibrée, et les individus ne se distinguent pas seulement par leur constitution physique, mais aussi par leur accès aux chaînes de solidarité et aux ressources matérielles. Comme nous le verrons dans la section suivante, les inégalités ne sont pas inexistantes au sein des groupes vivant exclusivement de la prédation ; elles sont simplement très faibles par rapport à celles des sociétés qui dépendent d'autres modes de subsistance<sup>3</sup>.

Nous devons aussi tenir compte de la possibilité que les chasseurs-cueilleurs actuels soient très différents de nos ancêtres d'avant la période agricole. Les populations survivantes demeurées au stade de la prédation sont aujourd'hui totalement marginalisées et confinées dans des zones inaccessibles aux agriculteurs et aux éleveurs, ou présentant peu d'intérêt pour eux – autrement dit, dans des environnements qui conviennent bien à un mode de vie sans accumulation de ressources matérielles et sans revendications définitives de territoire<sup>4</sup>. Avant la domestication des plantes et des

---

1. Cf. Marlowe 2010, p. 225-254, et en particulier p. 232-234, 237-238, 240-241, 248 et 251-254 ; sur le caractère des Hadza (en tant que "prédateurs types"), cf. p. 255-283. Les Bochimans !Kung sont un autre exemple bien connu et très souvent cité de sociétés prédatrices (cf. Lee 1979 et 1984).

2. Cf. Boix 2015, p. 54-55.

3. Cf. Smith *et al.* 2010b, en particulier p. 37-39.

4. Cf. Sassaman 2004, p. 229 et 236-238, pour en savoir plus sur leurs contacts avec l'extérieur.

animaux – destinée à la *production* de nourriture –, les populations vivant de la seule prédation étaient beaucoup plus répandues à travers le monde, et les ressources naturelles auxquelles elles avaient accès plus abondantes. En outre, par endroits, les tribus prédatrices actuelles peuvent désormais se définir par opposition à des normes imposées par un monde dominant d’agriculteurs et d’éleveurs davantage hiérarchisé. Les prédateurs qui ont survécu ne sont ni des peuplades intemporelles ni des “fossiles vivants”<sup>1</sup>, et nous devons comprendre que leurs pratiques s’inscrivent dans des contextes historiques bien précis<sup>2</sup>.

Il n’est donc pas dit que les populations préhistoriques aient toujours été aussi égalitaires que nous le laissent supposer les modes de vie des chasseurs-cueilleurs qui nous sont contemporains. Les inégalités matérielles que laissent entrapercevoir les pratiques funéraires antérieures au début de l’Holocène – lequel, nous l’avons dit, a commencé il y a 11 700 ans – sont rares, mais elles existent. L’exemple le plus célèbre d’inégalité et de statut acquis en dehors de tout mérite provient de Sungir, un site pléistocène situé à 200 kilomètres à l’est de Moscou et dont les vestiges datent d’environ 30 000 à 34 000 ans, c’est-à-dire à une époque correspondant à une phase relativement clémente de la dernière période glaciaire. Y ont été trouvés les restes d’un groupe de prédateurs qui avaient tué et consommé de grands mammifères, tels le bison, le cheval, le renne, l’antilope et surtout le mammouth, mais aussi le loup, le renard, l’ours brun et le lion des cavernes. Deux sépultures ont attiré l’attention : celle d’un homme adulte, enseveli avec environ trois mille perles d’ivoire de mammouth qui, avec une vingtaine de pendentifs et vingt-cinq anneaux du même ivoire, avaient été probablement cousues à ses vêtements en fourrure ; et, à l’écart dans une tombe, celle d’un premier garçon d’environ dix ans et d’un second d’environ douze ans. Les vêtements des deux enfants étaient ornés d’un nombre encore plus grand de perles d’ivoire, environ dix mille au total, et leur mobilier funéraire comprenait un large éventail de biens prestigieux,

---

1. Marlowe 2010, p. 285-286.

2. Cf. Robert L. Kelly (2013, p. 269-275), qui étudie les chasseurs-cueilleurs actuels pour comprendre la préhistoire, une analogie complexe mais utile.

tels que des lances fabriquées à partir de défenses redressées de mammoth et divers objets d'art mobilier<sup>1</sup>.

D'énormes efforts ont dû être déployés pour fabriquer de si imposantes parures : des chercheurs ont estimé qu'il fallait sans doute quinze à quarante-cinq minutes pour ciseler une seule de ces perles, ce qui, rapporté à l'ensemble des ouvrages, revient à un total de 1,6 à 4,7 années de travail pour une personne travaillant quarante heures par semaine. Pas moins de soixante-quinze renards polaires ont dû être attrapés pour fournir les trois cents canines retrouvées dans la tombe des enfants et qui devaient constituer l'ornementation d'une ceinture et d'une coiffe ; mais, compte tenu de la difficulté qu'ils ont dû rencontrer pour les extraire sans les abîmer, le nombre de bêtes requises pourrait avoir été supérieur. Quoiqu'une longue période de sédentarité – même relative – ait donné assez de temps aux membres de ce groupe pour accomplir leur tâche, la question demeure : qu'est-ce qui pouvait bien en justifier la priorité ? Ces trois personnes ne semblent pas avoir été ensevelies avec des vêtements et des objets de tous les jours. Le fait que les perles des enfants soient plus petites que celles de l'homme implique qu'elles ont été fabriquées spécialement pour eux, de leur vivant ou, plus probablement, à l'occasion de leurs funérailles<sup>2</sup>. Pour des raisons que nous ignorons, ces personnes faisaient l'objet d'une considération particulière. Pourtant, les deux enfants étaient trop jeunes pour avoir mérité un tel privilège : peut-être le devaient-ils aux liens de parenté qui les unissaient à quelque dignitaire. La présence de blessures potentiellement fatales chez l'homme et l'un des garçons, ainsi que le raccourcissement fémoral qui a sans doute handicapé l'autre enfant dans sa courte vie ne font qu'ajouter au mystère<sup>3</sup>.

Pour la période paléolithique, la splendeur des sépultures de Sungir est restée jusqu'ici sans égale. Cependant, d'autres tombes

---

1. Cf. l'ouvrage de référence sur les découvertes de Sungir : Trinkaus, Buzhilova, Mednikova & Dobrovolskaya 2014, en particulier p. 3-33 (le site, sa datation et les pratiques mortuaires), 272-274, 282-283 et 287-288 (les blessures et les maladies). Cf. également Sikora *et al.* 2017, p. 659-662, pour les découvertes les plus récentes.

2. Cf. Formicola 2007, p. 446.

3. Cf. Anghelinu 2012, p. 38.

riches d'enseignements ont été découvertes plus à l'ouest. À peu près à la même époque, à Dolní Věstonice, dans la région de l'actuelle Moravie-du-Sud, en République tchèque, trois personnes ont été enterrées ensemble, coiffées d'un diadème et déposées sur un sol recouvert d'ocre. Les sépultures plus tardives sont un peu plus nombreuses. Dans la grotte des Arene Candide, sur la côte ligurienne, en Italie, a été découverte, profondément enfouie, la tombe d'un adolescent somptueusement paré, dont la dépouille a été déposée sur un lit d'ocre rouge il y a environ 28 000 ou 29 000 ans. Des centaines de coquillages perforés et des croches de cerf trouvés autour de son crâne semblent suggérer qu'ils avaient été attachés à l'origine à une coiffe végétale. Des pendeloques réalisées en ivoire de mammoth, quatre bâtons percés en bois d'élan et une lame exceptionnellement longue en silex exotique placée dans sa main droite complétaient le mobilier. À Saint-Germain-de-la-Rivière, dans le Sud-Ouest de la France, ont été exhumés les restes d'une jeune femme enterrée il y a quelque 16 000 ans avec une parure constituée de coquillages et de dents : ces dernières (environ soixante-dix croches de cerf roux perforées) avaient vraisemblablement été importées d'un lieu situé à plus de 300 kilomètres de là. Toujours en France, il y a à peu près 10 000 ans, au pied du village troglodytique de la Madeleine, en Dordogne, mais dans un contexte de nomadisme et de prédation, un enfant de trois ans a été enterré avec 1 500 perles de coquillage<sup>1</sup>.

Il est tentant de voir dans ces découvertes les signes avant-coureurs des inégalités à venir. L'existence d'une production artisanale étudiée et standardisée, l'acceptation d'un temps consacré à des tâches hautement répétitives et l'importation de lointaines matières premières sont autant de preuves d'activités économiques plus avancées que celles des populations de chasseurs-cueilleurs actuelles, et autant d'allusions à des disparités sociales que nous n'avons pas pour habitude d'associer aux sociétés prédatrices : répétons-le, les inhumations luxueuses d'enfants et d'adolescents sont l'expression d'un statut conféré, sinon hérité. Et s'il est plus

---

1. Cf. Vanhaeren & d'Errico 2005 ; Pettitt, Richards, Maggi & Formicola 2003 ; d'Errico & Vanhaeren 2016, p. 54-55.

difficile de déduire de ce matériel l'existence de relations hiérarchiques, celles-ci n'en sont pas moins possibles. En revanche, rien n'indique des inégalités durables. L'accroissement de la complexité sociale et de la différenciation des statuts semble avoir été de nature temporaire. L'égalitarisme n'a pas besoin d'être immuable pour exister : les pratiques sociales peuvent varier en fonction des circonstances, voire des pressions saisonnières. Et bien que les premières adaptations à la vie côtière – berceau de l'évolution sociale, où l'accès aux ressources alimentaires maritimes (comme les coquillages) a favorisé la territorialité et le développement du leadership – aient 100 000 ans, rien ne semble indiquer une hiérarchie émergente, ni la moindre disparité en matière de consommation. À notre connaissance, les inégalités sociales ou économiques au Paléolithique n'ont toujours été que sporadiques et éphémères<sup>1</sup>.

### La Grande Déségalisation

Les inégalités ont augmenté après la dernière période glaciaire, quand les conditions climatiques sont entrées dans une période de stabilité inhabituelle. L'Holocène, première période chaude interglaciaire en plus de 100 000 ans, a en effet créé un environnement plus favorable au développement économique et social. Si ces avancées ont permis à l'humanité d'extraire plus d'énergie de l'environnement et de voir sa population augmenter, elles ont aussi jeté les bases d'une répartition de plus en plus inégalitaire du pouvoir et des ressources matérielles. Cela a ouvert la voie à ce que j'appelle la "Grande Déségalisation", une transition vers de nouveaux modes de subsistance et de nouveaux types d'organisation sociale, qui ont remplacé l'égalitarisme des populations prédatrices par des hiérarchies et des disparités de revenus et de patrimoines persistantes. Pour que de tels développements eussent

---

1. Cf. Shultziner *et al.* 2010, p. 333-334 ; Anghelinu 2012, p. 37-38 ; Wengrow & Graeber 2015. De son côté, Curtis W. Marean (2014) argumente en faveur de l'ancienneté et de l'importance des premières adaptations à la vie côtière.

lieu, il fallait des biens de production susceptibles non seulement d'être défendus contre l'appropriation, mais aussi, pour le plus grand profit de leurs propriétaires, de générer des surplus réguliers. En satisfaisant à ces conditions, la production alimentaire – *via* l'agriculture et l'élevage – est devenue le principal moteur des changements économiques, sociaux et politiques.

Toutefois, la domestication des plantes et des animaux n'était pas un préalable indispensable. Dans certaines circonstances, les populations prédatrices étaient capables d'exploiter de manière analogue des ressources naturelles non domestiquées. Par exemple, le fait que la pêche ne soit possible ou particulièrement abondante que dans certains endroits a pu très facilement créer de la territorialité, de la hiérarchie et des inégalités. Ce phénomène d'adaptation à la vie côtière (maritime ou fluviale) est bien documenté en ethnographie. Depuis environ cinq cents ans, la pression exercée sur les stocks de poissons par la croissance démographique le long de la côte ouest de l'Amérique du Nord – de l'Alaska à la Californie – a poussé les populations prédatrices à s'établir de manière très localisée pour surveiller des cours d'eau encore riches en saumons. Parfois, cela s'accompagnait d'une mutation : aux sociétés à l'habitat globalement uniforme succédaient des sociétés stratifiées comportant de grandes maisons destinées aux familles des chefs, à leurs protégés et à leurs esclaves<sup>1</sup>.

Des études de cas ont mis en lumière le lien étroit entre la rareté des ressources et l'émergence des inégalités. Entre 400 et 900 environ, le site de Keatley Creek<sup>2</sup>, en Colombie-Britannique, abritait, près du fleuve Fraser, une communauté de quelques centaines d'habitants qui profitaient des saumons qui en remontaient le cours. À en juger par les vestiges archéologiques, la consommation de ce poisson a diminué autour de l'an 800, remplacée par

---

1. Pour la côte ouest, cf. Boix 2015, p. 98-101 ; Morris 2015, p. 37. Dans la pratique, le lien de cause à effet a peut-être été plus complexe (cf., par exemple, Sassaman 2004, p. 240-243, 264-265). Robert L. Kelly (2013, p. 252-266 et 251 [figure 9.3]) propose un modèle général de stratification. Cf. aussi Johnson & Earle 2000, p. 204-217, et en particulier p. 211-216, pour en savoir plus sur les sociétés prédatrices spécialisées dans les ressources aquatiques.

2. Cf. Prentiss *et al.* 2007 ; Speller, Yang & Hayden 2005, p. 1387.

celle de la viande de mammifères. C'est à ce moment-là qu'ont été enregistrés les premiers signes d'inégalités. Une grande partie des arêtes de poisson retrouvées dans les fosses des abris les plus importants provenait du saumon royal et du saumon du Pacifique, une prise convoitée, riche en graisse et en calories. Des objets de prestige, comme des pierres rares, ont également été retrouvés. En revanche, deux des plus petits abris ne contenaient que des arêtes de poissons plus jeunes et moins nutritifs. Comme dans beaucoup d'autres sociétés connaissant ce niveau de complexité, les inégalités étaient à la fois célébrées et atténuées au cours de cérémonies qui ritualisaient la redistribution : des fosses de rôtissage assez grandes pour permettre de nourrir de larges groupes de population suggèrent que les riches et les puissants organisaient des festins communautaires. Un millier d'années plus tard, des rituels d'échange de présents, au cours desquels les leaders rivaliseraient de générosité, se généraliseraient dans le Nord-Ouest pacifique. Une évolution similaire a eu lieu sur le site de Bridge River<sup>1</sup>, dans la même région : à partir de 800 environ, lorsque les hommes qui possédaient de grands abris ont commencé à y accumuler des biens précieux et ont abandonné la préparation en plein air des repas communautaires, les plus pauvres se sont attachées à ces maisons et les inégalités ont commencé à s'institutionnaliser. En d'autres occasions, c'est le progrès technologique qui a précipité les transformations socioéconomiques responsables des inégalités. Durant des milliers d'années, les Chumash, qui occupaient la côte sud de la Californie, à l'emplacement actuel des comtés de Santa Barbara et de Ventura, ont vécu comme des populations prédatrices égalitaires : ils étaient équipés de simples canoës, vivaient de la pêche et du ramassage des glands<sup>2</sup>. Dans les années 500-700 environ, l'apparition de grands canots – construits en bois de séquoia avec des planches jointes à l'aide de fibres végétales – leur a permis d'embarquer une douzaine d'hommes par bateau, de s'aventurer en haute mer (à près de 100 kilomètres des côtes), de pêcher de plus gros poissons et de se lancer dans le commerce de coquillages le long de la côte. Un commerce avec les tribus vivant à

---

1. Cf. Prentiss *et al.* 2012.

2. Cf. Flannery & Marcus 2012, p. 67-71.

l'intérieur des terres s'est alors mis en place : le silex rapporté des îles du détroit a été échangé contre des glands, des fruits à coque et des graminées comestibles. Et la hiérarchie est née : des chefs polygames se sont mis à contrôler les canots et l'accès au territoire, à mener leurs hommes à la guerre et à présider les cérémonies rituelles. En contrepartie, ils recevaient de la nourriture et des coquillages de leur peuple. Dans de tels environnements, les sociétés prédatrices pouvaient atteindre des niveaux relativement élevés de complexité<sup>1</sup>. À mesure qu'augmentait la dépendance à l'égard de ressources localement concentrées, la mobilité diminuait et, parallèlement, la spécialisation des activités, la propriété devenue inaliénable des biens, la défense du territoire ainsi que l'intense rivalité qui opposait les tribus entre elles (avec l'asservissement des captifs que cela impliquait) venaient renforcer la hiérarchie et aggraver les inégalités.

Au sein des sociétés prédatrices, les adaptations de ce genre n'étaient possibles qu'à l'intérieur de niches écologiques spécifiques, où elles demeuraient généralement cloisonnées. Seule la domestication des ressources alimentaires avait le pouvoir de transformer l'activité économique et les relations sociales à l'échelle globale : sans cette domestication, les grandes inégalités auraient pu rester confinées dans de petites poches le long des côtes et des rivières, entourées de tout un monde de sociétés prédatrices plus égalitaires. Mais il en a été autrement. Une variété de plantes comestibles a commencé à être domestiquée sur différents continents : d'abord en Asie du Sud-Ouest, il y a environ 11 500 ans ; puis en Chine et en Amérique du Sud, il y a 10 000 ans ; au Mexique, il y a 9 000 ans ; en Nouvelle-Guinée, il y a plus de 7 000 ans ; en Asie du Sud, en Afrique et en Amérique du Nord, il y a quelque 5 000 ans. La domestication des animaux – lorsqu'elle s'est produite – a parfois précédé, parfois suivi ces nouvelles pratiques<sup>2</sup>. Quoi qu'il en soit, le passage

---

1. Cf. Kelly 2013, p. 241-268, et en particulier p. 242 (tableau 9).

2. Cf. Price & Bar-Yosef 2011, p. 171 (tableau 1). Sur la question des origines de l'agriculture, cf. en particulier Barker 2006, ainsi que les contributions à *Current Anthropology*, 52(4), 2011, p. 161-512. Diamond 2000 reste la meilleure porte d'entrée pour découvrir l'ampleur et le rythme de la domestication à travers le monde.